

LOGEMENT SOCIAL

Déjà un décalage d'un an sur les engagements pris en 2001
Page B 2



SCIENCE

Ces souris qui ne sourient plus
Page B 6

LE DEVOIR



PERSPECTIVES

Élections législatives demain au Mexique

Fox n'est pas le sauveur que les Mexicains pensaient Hier condamné à l'extinction, le PRI relève la tête

Ont lieu demain au Mexique des élections législatives clés qui préfigurent une fin de mandat laborieuse pour le président Vicente Fox et annoncent la résurrection en bonne et due forme d'un Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) dont tout le monde prévoyait pourtant l'extinction après sa défaite historique à la présidentielle du 2 juillet 2000.

GUY TAILLEFER
LE DEVOIR

Marquant le troisième anniversaire de son élection, Vicente Fox, éternel optimiste, déclarait cette semaine, de sa résidence de Los Pinos, à Mexico: «Le pays dans lequel nous vivons maintenant est autre et il est meilleur: plus libre, plus ouvert, plus pluraliste et plus participatif.» Des erreurs, M. le président? lui a demandé un journaliste. «Aucune!», a-t-il répondu.

De bas en haut de l'échelle sociale mexicaine, la déception est pourtant généralisée à l'endroit d'un président porté au pouvoir, dans un moment d'euphorie nationale, par un peuple qui fut lui-même étonné d'avoir finalement trouvé le courage de briser le monopole que détenait le PRI sur la présidence depuis 71 ans.

En 2000, M. Fox a promis de régler «en 15 minutes» le conflit zapatiste dans l'État du Chiapas (qui dure toujours), de créer un million d'emplois (800 000 travailleurs ont perdu le leur), de conclure avec Washington une entente-cadre sur l'immigration afin de régulariser la situation des millions d'illégaux mexicains qui travaillent aux États-Unis (une promesse annihilée par les attentats du 11 septembre 2001) et d'apporter des réformes fiscales et structurelles pour endiguer la corruption et injecter plus de justice sociale dans un pays où la moitié des 100 millions d'habitants vivent dans la pauvreté.

Trois ans plus tard, le Mexique des affaires comme celui de la rue se lamentent sur la minceur des résultats obtenus par M. Fox. Il n'y a guère que dans la lutte contre le narcotrafic que le président a remporté certains succès. «Un mobilisateur, un expert en relations publiques», déclarait récemment au *Wall Street Journal* un homme d'affaires mexicain. «Mais il n'est pas un administrateur.»

Bilan provisoire

La déprime ressentie par les Mexicains après avoir rêvé d'un miracle est apparemment telle que la moitié des électeurs, disent tous les sondages, ne prendront même pas la peine d'aller voter demain aux élections de mi-mandat présidentiel pour choisir les 500 députés de la Chambre basse du Congrès. Une abstention aux dimensions exceptionnelles dans un pays où la «dictature parfaite» du PRI avait créé l'habitude de faire la queue aux bureaux de vote.

Il n'en s'agit pas moins du premier scrutin national à être tenu depuis l'expulsion du PRI de la présidence. «Ce scrutin sera une manière de référendum sur le bilan provisoire du gouvernement Fox», estime Jorge Castañeda, ex-ministre des Affaires étrangères, qui a démissionné d'impatience en janvier dernier devant l'impossibilité d'en arriver à un accord migratoire avec les États-Unis.

Le ralentissement économique aux États-Unis, avec lequel le Mexique fait 85 % de son commerce, a évidemment miné les ambitions du nouveau président. Ensuite, l'amitié entre M. Fox et le président américain George W. Bush s'est refroidie après les

VOIR PAGE B2: MEXIQUE



REUTERS
Vicente Fox célébrait mardi dernier le troisième anniversaire de son élection.

Industrie agroalimentaire



NANCY STONE KRT
Aujourd'hui, au Québec, 13 % de la population est obèse, et ce nombre ne cesse d'augmenter d'année en année, surtout chez les jeunes.

Kraft Foods déclare la guerre à l'obésité

Le changement de ton de certaines multinationales semble davantage inspiré par le marketing que par une véritable préoccupation pour la santé publique

FABIEN DEGLISE
LE DEVOIR

Les nutritionnistes ont sourcillé. Les biscuits Oreo, le beurre d'arachide, le Kool-Aid, le Cheez Whiz, le fromage Philadelphia, le Pizza Dinner, la mayonnaise Kraft, la pizza Delissio, le chocolat Toblerone ou les biscuits Ritz, avec leurs sucres, gras et additifs en tout genre, prétendent devenir, au cours des prochaines années, et ce, à la surprise générale, des armes redoutables pour contrer un mal moderne: l'obésité.

C'est du moins le souhait prononcé mardi dernier par la multinationale derrière cette ribambelle de produits alimentaires, Kraft Foods. Son engagement, annoncé dans un communiqué de presse émis en marge des nombreuses plaintes déposées par des obèses américains contre des géants du prêt-à-manger, est sans équivoque: au cours des prochains mois, Kraft compte adapter le fruit de ses chaînes internationales de production tout comme sa politique de marketing afin d'encourager «des modes d'alimentation sains» en réponse «à l'augmentation des taux d'obésité à travers le monde», peut-on lire dans ledit communiqué.

La déclaration, même si elle témoigne d'un changement de ton dans l'univers de l'industrie agroalimentaire, a de quoi faire sourire. A commencer par les diététistes, les pourfendeurs de l'obésité et les associations de défense des consommateurs, qui voient dans cette démarche un beau coup de pub plutôt qu'une véritable préoccupation pour la santé publique. «C'est très encourageant d'entendre l'industrie agroalimentaire parler du «bien manger», dit Micheline Beaudry, professeure de nutrition à l'Université Laval. «Mais il ne faut pas se leurrer: c'est un instrument de relations publiques. Sans plus.»

C'est aussi un moyen pour la multinationale de s'affirmer publiquement comme une bonne personne morale alors qu'aux États-Unis, les victimes du fast-food et des gras trans — présents dans l'alimentation transformée et à l'origine de maladies cardio-vasculaires — multiplient plaintes et

poursuites. «Mais l'arme est à double tranchant, commente Marcel Boucher, avocat à l'Union des consommateurs, car en s'engageant aujourd'hui dans la lutte contre l'obésité, Kraft reconnaît indirectement sa responsabilité en la matière tout en avouant à mots voilés que ses produits ne sont pas forcément la source d'une saine alimentation, ce qui pourrait lui occasionner quelques problèmes...»

Un engagement qui laisse songeur

N'empêche, pour faire taire les mécontents, Kraft propose de revoir la taille de ses portions individuelles, d'améliorer l'information nutritionnelle offerte aux consommateurs — y compris dans les pays où aucune loi n'impose l'étiquetage des éléments nutritifs d'un produit —, d'améliorer le contenu et d'offrir des solutions de rechange à ses produits existants «là où cela est approprié», précise l'entreprise sans plus de détails.

Côté marketing, le spécialiste de la bouffe en tube, en conserve ou en carton s'engage à mettre fin aux campagnes de promotion de ces produits dans les écoles mais aussi à mieux sélectionner les produits Kraft offerts dans les distributeurs automatiques installés dans les environnements scolaires. Enfin, l'idéateur du fromage orange à tartiner longue conservation souhaite également encourager l'adoption de politiques visant à promouvoir l'activité physique et une alimentation équilibrée tout en incitant d'autres entreprises à suivre son bon exemple.

«On a le goût de lui donner une médaille pour son engagement social soudain», ironise Lyne Mongeau, de l'Institut national de la santé publique du Québec (INSPQ). Mais il faut attendre encore un peu, je crois, pour voir comment le contenu de ce beau communiqué de presse va prendre forme sur le terrain.» Ce qui pourrait réserver de bien belles sur-

prises, croient les associations consoméristes...

«L'engagement de Kraft est très drôle, dit Charles Tanguay, de l'Union des consommateurs. Quand on les écoute, on a l'impression qu'ils vont arrêter de vendre des produits Kraft, ce qui serait très étonnant.» «En fait, Kraft risque même d'en vendre un peu plus, renchérit son homologue Mickaël Ricquart, d'Option Consommateur. L'objectif visé est purement économique: bien paraître aux yeux du public pour donner une belle image à des produits qui sont de plus en plus mal perçus.»

Une demande des consommateurs

L'interprétation est simpliste, estime Andrée Bouchard, responsable de la recherche et du développement chez Biscuits Leclerc, un important pourvoyeur de plaisirs sucrés au Québec. «Kraft s'inscrit dans une tendance qui s'est amorcée depuis plusieurs années, dit-elle. Aujourd'hui, les industriels, comme le public, sont beaucoup mieux éduqués sur les questions de santé liées à l'alimentation. Conséquence: nous modifions nos pratiques, raffinons nos techniques afin d'offrir des alternatives plus saines sans compromettre sur le goût, pour des questions d'obésité mais aussi de diabète à une époque où, au Québec, un lit d'hôpital sur cinq est occupé par une personne atteinte de cette maladie.»

Biscuits Leclerc a d'ailleurs amorcé le virage il y a quelques mois avec le lancement de sa gamme de barres croquantes Vital, «qui contient de bons gras», explique Mme Bouchard. L'entrepreneur québécois compte aussi à moyen terme débarrasser ses produits de l'huile hydrogénée qui, tout en donnant de la texture aux aliments, contribue au développement de maladies du cœur. «Par souci de qualité et pour répondre à la demande des consommateurs, poursuit-elle. Mais je ne suis pas certaine que toute l'in-

dustrie va emboîter le pas.»

Il le faudra pourtant bien, croit Lyne Mongeau. «Aujourd'hui, au Québec, 13 % de la population est obèse, et ce nombre ne cesse d'augmenter d'année en année, surtout chez les jeunes, explique cette spécialiste de la nutrition. Cette maladie a un coût, 1,8 milliard par année au Canada, mais aussi une explication: des changements d'habitudes de vie, une diminution de l'activité physique, une alimentation moins variée, induite par un environnement où l'offre de produits transformés guère intéressants sur le plan nutritionnel est de plus en plus importante. Les compagnies ont donc leur part de responsabilité dans ce qu'un grand nombre de gens qualifient d'épidémie d'obésité. Les autorités publiques ont fait preuve de laxisme dans ce domaine au cours des dernières années. Aujourd'hui, on paie la note.»

Une lutte inégale

Mais le vent pourrait bientôt tourner. De concert avec les spécialistes de la nutrition et de la santé publique, l'INSPQ prépare d'ailleurs son offensive. Dans sa ligne de mire: les coûts sociaux d'une mauvaise alimentation, «qu'il est nécessaire de chiffrer, poursuit-elle. Après quoi, nous allons amorcer des campagnes auprès des industriels de l'agroalimentaire pour les inciter à changer leurs pratiques.»

En effet, dans la lutte contre la surcharge pondérale, les fabricants de biscuits aux brisures de chocolat et autres lasagnes congelées ne peuvent pas monter seuls au front. «C'est un mouvement collectif qu'il nous faut», résume Paul Boisvert, directeur de la Chaire de recherche sur l'obésité de l'Université Laval. «Toutes les composantes de la société doivent pousser à la roue: les gouvernements, les universitaires, en multipliant les recherches sur la nutrition et la santé, les municipalités, en encourageant la pratique d'activités physiques, les

VOIR PAGE B 2: OBÉSITÉ



L'objectif visé est purement économique: bien paraître aux yeux du public

PERSPECTIVES



Jean Dion

Procrastination

Vous le savez aussi bien que moi, il n'y a pas de position «fermé» sur l'interrupteur du génie. Aussi n'est-ce pas un petit congé de rien du tout, au cours duquel l'auteur de ces lignes aurait pu devenir porte-parole de Dunkin' Donuts tellement il s'est pogné le beigne, qui a fait cesser les questionnements usuels et essentiels sur le destin de l'univers en son esprit enfiévré et tourmenté.

Celui-ci, par exemple: en mai dernier, Piers Steel, un professeur de l'université de Calgary, a publié les résultats d'une longue (évidemment) enquête sur la procrastination, qui conclut que le fait de remettre les choses à plus tard est un comportement atavique, hérité des centaines de générations d'*homo parasseusis* qui nous ont précédés, et donc que si vous êtes toujours coincé avec une pile haute comme ça à la dernière minute, ce n'est pas votre faute. (Remarque, ce n'est pas la faute de votre boss non plus, faudrait donc arrêter de vous plaindre pour rien et vous y mettre au p.c. parce qu'il y a des milliers de jeunes dynamiques et talentueux qui seraient heureux de faire votre boulot pour la moitié de votre salaire. Vu?) Or nous sommes en juillet, et je n'ai toujours pas lu l'étude en question. Vous non plus, d'ailleurs. Mais qu'est-ce que vous attendez donc?

C'est comme pour le film *Terminator 3*. Ce gars-là, ou cette patente-là, est supposé terminer des affaires, et il en est rendu à son troisième film. Ne devrait-il pas conclure à l'échec? On comprendrait un *Procrastinator 6*, mais cet Arnold Worcestershire est dans les patates.

Et puisqu'on est dans la sauce, vous êtes-vous déjà demandé comment les fabricants de substances dont on utilise une goutte par mois, genre sauce Worcestershire ou tabasco, arrivent à faire des profits? C'est louche.

Ailleurs dans l'actualité, qui, elle, n'attend pas, bien qu'elle soit toujours à la dernière heure, on apprend que les États-Unis sont disposés à verser 25 millions de superbes billets de M. Greenspan à qui-conque leur fournira des renseignements à propos de l'emplacement géographique de Saddam Hussein, ses allées et venues, son état de santé général et la couleur des rideaux de son 2 1/2 en sous-sol sur le Plateau. 25 millions. Me semble, oui. Vont faire un chèque, je suppose?

Mais qu'arrivera-t-il, d'après vous, si celui qui livre les renseignements est O. ben Laden, qui, selon mes sources, est fâché de ne plus être le seul suppôt du mal *wanted dead or alive*? Je veux dire, devra-t-il s'ouvrir un casier postal pour recevoir son paiement? La CIA essaiera-t-elle ensuite de le coincer au guichet automatique? Pourrait-on se fier à l'employé de Postes Afghanistan qui achemine les cassettes à al-Jazira pour faire la livraison en sens inverse?

Et qu'en est-il de l'autre livreur? Car il y en a deux, c'est sûr. Tenez, pas plus tard qu'hier, al-Jazira a reçu une nouvelle cassette, de Saddam H. celle-là (et en passant, Washington a réagi en disant que Saddam est sans doute mort, ce qui signifie bien que les 25 millions, c'est juste de la chnoute). Ça nous en fait combien, au juste, de cassettes depuis le début? Toujours selon mes sources dans le domaine des ondes mondiales, al-Jazira ferait d'ailleurs bien de se méfier car Pierre K. Peladeau songerait à l'acheter: excellente occasion de converger, de faire un succès planétaire des cassettes d'Oussama et de Saddam en offrant des tonnes d'exemplaires et de conquérir le marché arabo-musulman avec un *Qatar Académie* pas piqué des hannetons. Et cette fois, le CRTCC ne pourrait pas l'en empêcher.

À moins que, comme me le susurrent dans le creux de l'omoplate d'autres sources encore, j'ai tellement de sources que dans les milieux informés on me surnomme Naya, à moins que PKP ne décide tout simplement d'acheter le CRTCC.

♦ ♦ ♦
Mettons que vous êtes assisté-e sociale et qu'on menace de vous amputer la prestation si vous refusez l'emploi qui vous est offert, et mettons que l'emploi offert est celui de responsable des relations publiques pour Silvio Berlusconi, que feriez-vous, mettons? Ah, je savais bien qu'il était possible, avec une question, de bousiller votre weekend de la fête des États.

De même, je vous invite à discuter avec les membres de votre famille nucléaire, au petit-déjeuner, de la portée heuristique exacte de la déclaration de M. Berlusconi, qui a dit, après cette histoire de surveillant de camp de concentration nazi, qu'il regrettrait ses propos mais ne s'excusait pas. Une fois que vous en serez arrivés à un consensus, je vous saurais d'ailleurs gré de m'en faire parvenir le contenu sous pli confidentiel parce que moi, honnêtement, c'est le genre de truc qui me laisse baba.

Le procédé est vraiment à la mode. Écoutez ça, un peu partout: je suis désolé si mes paroles ont été mal interprétées. Manière polie de donner à laisser sous-entendre à demi-mots à peine couverts je n'y peux fichtre rien si vous êtes trop imbéciles pour saisir la finesse de mon humour et l'étendue considérable de mes substrats référentiels, hêt tête de bates.

♦ ♦ ♦
Il ne faut se fier à rien, mesdames messieurs. Le monde entier est arrangé pour nous induire en erreur.

La guerre de Cent Ans a duré 113 ans. La révolution russe d'octobre s'est produite en novembre. Les îles Canaries sont ainsi nommées en référence à une race de chiens. Le vrai prénom du roi George VI était Albert. La boîte noire d'un avion de ligne commercial est de couleur orange. Les Giants et les Jets de New York jouent au New Jersey. On capte CFCE 12 au canal 11. Miss Univers n'est même pas la Miss de tout l'Univers. Jules César n'est pas né par césarienne. Et, bien sûr, le Parti conservateur n'est pas progressiste, le Nouveau Parti démocratique n'est pas nouveau et l'Alliance canadienne n'allie rien du tout au Canada.

Et on ne s'est pas encore parlé du pâté chinois, de la poutine italienne, du hot-dog Michigan, de la vinaigrette Mille-Îles, de l'eau de source Labrador, des frîtes au four, du poulet chasseur, du pouding chômeur, du blé d'Inde et de l'eau de Javel La Parisienne.

Ceci pour dire que vous devriez faire attention dans vos activités d'été. Si j'en juge par ce que m'en rapportent les médias, il n'y a pas de jazz au Festival de jazz. Le Festival Juste pour rire n'est pas juste pour rire. Et puis, il est faux que la voiture de Jacques Villeneuve a été placée sous scellés jeudi; ça fait cinq ans qu'elle fest.

jdion@ledevoir.com

Construction de 13 000 logements sociaux en cinq ans

Déjà un «décalage» d'un an sur les engagements pris en 2001

Les prochains mois seront décisifs en ce qui concerne le nombre de logements qui pourront être prêts pour le 1^{er} juillet 2004

CLAIRANDRÉE CAUCHY
LE DEVOIR

Fin 2001, après le premier épisode de la crise du logement à laquelle nous assistons actuellement, le gouvernement du Québec avait annoncé la construction de 13 000 logements sociaux en cinq ans, dont 9000 devaient être prêts avant la fin 2003. Qu'en est-il deux ans plus tard, alors que la pénurie s'est aggravée?

Guerre de chiffres ou interprétations différentes, l'Association des groupes de ressources techniques du Québec (AGRTQ), dont les 23 groupes membres supervisent la réalisation des projets, évalue que 635 des unités promises en 2001 ont été réalisées à ce jour alors que la Société d'habitation du Québec (SHQ) en comptabilise plutôt 1954 en tenant compte des projets déposés avant 2001. Tout compte fait, on est encore loin des 9000 logements qui devaient être prêts en décembre de cette année.

Décalage d'un an

Le président de la SHQ reconnaît qu'il y a un «décalage» d'environ un an entre les engagements pris par les politiciens en 2001 et la réalité. «Construire du logement social, ça prend entre 12 et 24 mois. Et encore, 12 mois, c'est surtout dans le cas de rénovation de bâtiments déjà existants, alors que présentement, il se construit surtout du logement neuf», explique Jacques Gariépy.

Les étapes sont nombreuses: le groupe promoteur du projet doit trouver des fonds dans le milieu, généralement auprès des municipalités, dénicher un terrain, le décontaminer ou obtenir un changement de zonage si nécessaire, faire face au phénomène du «pas dans ma cour»... C'est sans compter le délai d'analyse des projets par la SHQ ou par les administrations municipales de Montréal et Québec (qui analysent elles-mêmes les programmes sur leur territoire), qui est en théorie de six semaines mais qui avoisine plutôt les 200 jours, selon l'AGRTQ.

«Le processus est naturellement long. Il n'y a pas de solution miracle, à moins de construire aveuglément, dans des terrains vagues en banlieue. Mais on souhaite construire en milieu urbain, là où vivent les gens», souligne le président de la SHQ. Pas question, donc, d'ériger des banlieues de HLM comme les cités françaises, véritables ghettos pour les pauvres et les immigrants.

Le processus s'accélère

On devrait cependant récolter bientôt les fruits du coup de barre donné en 2001. «On va enfin voir les effets du travail qu'on fait depuis un an et demi. C'est comme une grosse roue: c'est difficile à partir, mais une fois que c'est lancé, ça s'accélère rapidement», illustre le président de l'AGRTQ, Marcelin Hudon. Ce dernier est confiant que l'essentiel de la production pourra être terminée vers la fin 2005.

Arrivant à point nommé, alors que la production s'accélère, le ministre des Affaires municipales, Jean-Marc Fournier, assurait cette semaine que 7000 logements sociaux seront construits d'ici juillet 2005, dont 3000 pour l'été prochain.

Déjà, 2100 logements sont à l'étape de la mise en chantier et devraient être prêts avant les Fêtes, selon les données de l'AGRTQ. Quelque 4000 autres sont à l'étape de l'analyse à la SHQ ou dans les villes de Québec et Montréal.

Les prochains mois seront décisifs en ce qui concerne le nombre de logements qui pourront être prêts pour le 1^{er} juillet 2004: seuls les projets dont l'analyse est complétée à temps pour lancer des soumissions au début de l'automne et commencer les travaux en novembre pourront être prêts l'été prochain. «Tant que l'excavatrice n'est pas sur le terrain en novembre, on ne peut pas être sûr que cela soit prêt pour l'été», explique le président de l'AGRTQ.

M. Hudon craint cependant qu'un engorgement dans le secteur de la construction à l'automne ne ra-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le ministre des Affaires municipales, Jean-Marc Fournier, assurait cette semaine que 7000 logements sociaux seront construits d'ici juillet 2005, dont 3000 pour l'été prochain.

lentisse la livraison des logements sociaux. «Il y a aussi beaucoup de projets de logements de luxe et de condos en train d'aboutir. On espère que cela ne posera pas problème.»

Un autre pépin se profile aussi à l'horizon. Le gouvernement a augmenté de 50 000 à 65 000 \$ la subvention moyenne par unité pour les projets Accès-Logis l'automne dernier. Résultat: il manque 58 millions pour compléter les 13 000 logements sociaux prévus, ce que ne cesse de dénoncer le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

Le ministre se fait rassurant et précise que les budgets sont suffisants pour l'instant. «On a pris un engagement à faire les 13 000 logements, on va les faire. Je reconnais qu'en ce moment, il y a des crédits qui ne sont pas affectés à cela et qu'à un moment donné, il y a des annonces qui vont être faites», a souligné le ministre Fournier en entrevue au *Devoir*.

Négociations en vue avec le fédéral

Le ministre Fournier aura aussi d'autres annonces à faire au cours des prochains mois alors que s'entameront en septembre des négociations sur la deuxième phase du programme «Logement abordable». En février dernier, le ministre fédéral des Finances, John Manley, a mis 80 millions supplémentaires à la disposition du Québec pour financer le logement social et abordable.

«Nous craignons que le gouvernement du Québec ne se serve de ces fonds pour éponger les 58 millions manquants dans le budget québécois plutôt que de subventionner de nouvelles unités», fait valoir Marie-Josée Latour, du FRAPRU.

Les annonces seront faites en temps et lieu, répond le ministre, qui émet toutefois le «souhait» de «pouvoir utiliser ces sources de financement pour faire de nouvelles unités».

Des «logements abordables» à 745 \$

Des 13 000 logements annoncés en 2001, 1500 devaient à l'origine être confiés au privé dans le cadre du programme «Logement abordable». Au cours des derniers mois, ce nombre est cependant passé à 2600.

Les promoteurs privés reçoivent un financement d'environ 11 000 \$ et doivent en contrepartie s'engager à ne pas louer les logements plus de 745 \$ par mois pour un quatre et demi pendant au moins dix ans (le prix peut être inférieur pour un appartement plus petit).

Le FRAPRU dénonce cette augmentation de la part confiée au privé. «On voit nos logements sociaux fondre avant même qu'ils ne soient construits», déplore Marie-Josée Latour. Le groupe de pression a même suggéré au ministre, mais en vain, qu'on abandonne le volet privé du programme pour concentrer les fonds sur la réalisation de logements sociaux, quitte à construire moins de logements au total.

D'ailleurs, le volet privé du programme ne suscite

pas l'enthousiasme à l'Association provinciale des constructeurs d'habitation du Québec (APCHQ). «Les loyers que les propriétaires peuvent exiger sont trop faibles en lien avec la subvention accordée. Il faudrait diminuer la contrainte en matière de loyer ou encore bonifier le programme», fait valoir l'économiste de l'APCHQ, Ève Paré.

Le ministre ne s'inquiète pas outre mesure de ces critiques: «Dans le cadre des 13 000 logements, il y en a qui se font pour des clientèles qui n'ont pas de moyens. Les autres ne sont pas inutiles parce qu'ils font bouger le taux d'occupation», explique-t-il en précisant qu'il s'agit d'une orientation prise par l'ancien gouvernement et qu'il a décidé de la maintenir. À la SHQ, on soutient que la production va bon train et que les unités devraient se réaliser en dépit des réticences exprimées par l'APCHQ.

C. C.

MEXIQUE

SUITE DE LA PAGE B 1

attentats du World Trade Center, pour carrément se glacer après l'audacieux refus de Mexico d'entériner la guerre américaine en Irak.

Mais surtout, les déboires de M. Fox ont tenu à son incapacité totale de faire avaliser ses projets par le Congrès mexicain, où son Parti de l'action nationale (PAN, centre-droite) n'a pas réussi à décrocher il y a trois ans la majorité qui aurait plus facilement permis au président de pousser ses réformes et de défaire les ficelles anciennes que le PRI tire toujours au sein des institutions et de la société mexicaines.

En cette matière, les Mexicains ne sont pas innocents. En élisant un président aux convictions néolibérales, ils ont fait œuvre de continuité. Peut-être la seule révolution qu'ils aient osée en juillet 2000 a consisté à faire entrer le Mexique dans l'ère de l'alternance électorale. «Les gens voulaient un changement mais ne prétendaient pas, ou n'étaient pas préparés, à une rupture, analyse le chroniqueur Jorge Fernández Menéndez, du journal *Milenio*. C'est pour cette raison que Fox a décroché la présidence, mais que le PRI a conservé le statut de principale minorité au Congrès.»

Cette généreuse distribution du vote a traduit «une impressionnante maturité des Mexicains», pour employer le mot d'observateurs comme David Najera, qui fut directeur des communications sous l'ex-président Ernesto Zedillo. Mais c'est la même «maturité» qui va probablement s'appliquer demain dans les urnes, avec valeur ajoutée en mécompte, et perpétuer pour les trois dernières années de la présidence foxista l'état de blocage et la capacité de nuisance combinée du PRI et du Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche) au Congrès.

«Une élection inutile, absurde. Un gas-

pillage d'argent», estime José Antonio Crespo, analyste politique à Mexico. Les partis politiques ont dépensé une fortune en publicité électorale. Environ 700 millions ont été distribués en fonds publics aux onze principaux partis politiques. Sans apparemment parvenir à ébranler l'apathie de l'électorat.

Le PRI toujours vivant

Le PAN et le PRI sont plus ou moins à égalité dans les intentions de vote aux élections de demain, avec environ 38 % des voix chacun. Mais le niveau d'abstention attendu donne un avantage au PRI, dont la machine électorale demeure encore la plus développée.

«Nous allons faire la preuve que la vie existe après la mort», déclare José Natividad González Parás, le candidat du PRI au poste de gouverneur dans le Nuevo León, un État du nord du pays, dont la capitale, Monterrey, est un centre industriel du pays.

Des élections au poste de gouverneur se déroulent demain dans cinq États en même temps que les législatives, mais c'est sur le Nuevo León que tous les yeux seront rivés. En effet, il s'agit d'un État qui a élu un gouverneur issu du PAN en 1997, ouvrant la voie à M. Fox à l'échelle nationale. Une défaite paniste dans cet État, probable au vu de l'avance dont dispose M. González dans les sondages, fera politiquement mal au président. Une victoire priiste constituerait un puissant symbole de résurrection politique.

Invitation à la modestie

En l'occurrence, Jorge Castañeda croit que M. Fox, dont la popularité personnelle reste néanmoins élevée, aurait intérêt, pendant les trois dernières années de son mandat, à se donner des objectifs plus modestes plutôt que de se brûler les doigts à tenter d'opérer des changements structurels (comme la ré-

forme du secteur énergétique) auxquels le prochain Congrès continuera à l'évidence de s'opposer. D'autant plus qu'à l'horizon de la présidentielle de 2006 — que M. Fox n'a d'ailleurs pas le droit de briquer — les partis d'opposition vont très tôt passer en mode électoral. Y compris au sein du PRD, qui semble avoir trouvé une valeur «présidentielle» sûre dans le populaire maire de Mexico, Andrés Manuel López Obrador.

Par objectifs plus modestes, M. Castañeda veut dire des réformes du système politique mexicain qui permettraient au Mexique «de s'accorder de ses divisions internes sans tomber dans une paralysie permanente», comme c'est actuellement le cas.

Par exemple: la réélection des législateurs. Le Mexique est avec le Costa Rica, signale M. Castañeda dans un texte paru dans le quotidien espagnol *El País*, la seule démocratie à interdire un second mandat consécutif aux députés et aux sénateurs. Cette interdiction comporte un double inconvénient, estime l'ex-ministre devenu professeur à l'UNAM (la grande université publique de Mexico), car elle évite au législateur d'avoir à rendre des comptes aux électeurs et ne lui donne pas le temps d'acquiescer de l'expérience ni d'approfondir les dossiers.

Ce n'est qu'une fois accomplies des réformes touchant l'organisation démocratique du pouvoir que les efforts de changements sociaux et économiques actuellement en panne pourront faire l'objet de consensus, plaide M. Castañeda. L'histoire montre que «le premier gouvernement démocratique qui arrive au pouvoir après un régime autoritaire ne peut conduire la transition à son terme, mais [qu'] il ouvre cette possibilité pour ses successeurs». M. Castañeda suggère à M. Fox, très poliment, d'en prendre note. Quitte à faire des erreurs.

OBÉSITÉ

SUITE DE LA PAGE B 1

écoles, en développant des programmes d'éducation sur la nutrition et en incitant les jeunes à marcher plutôt qu'à prendre l'autobus, et les industriels, en se montrant moins lésés sur les gras et les sucres...»

Un rêve d'ailleurs caressé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui, depuis 1998, sonne l'alarme en ce qui concerne la dégradation de la santé publique dans les pays industrialisés. Mais un rêve aussi, qui semble bien difficile à concrétiser. Simple question de forces en présence, estime Micheline Beaudry. «Pour faire la promotion d'habitudes alimentaires saines, nous disposons de budgets ridicules à côté de ceux utilisés par les grandes entreprises agroalimentaires pour leurs campagnes de publicité, dit-elle. La lutte est inégale.» Inégale et peut-être aussi impossible vu les intérêts économiques qui participent de l'industrialisation de l'alimentation, croit-elle.

«Ces entreprises doivent répondre à des impératifs de rentabilité dans un contexte où le nombre de consommateurs diminue, tout compte fait, et où ils sont obligés de réduire leurs dépenses en calories, résume Mme Beaudry. Il faut donc les convaincre, pour assurer une certaine croissance, de manger plus, et surtout plus d'aliments transformés qui ne sont pas forcément utiles en leur faisant croire que ça va leur permettre de gagner du temps. Même si ce n'est pas toujours vrai!» Ou, mieux, «en réduisant les portions, pour des raisons de santé publique, sans pour autant diminuer le prix de vente», conclut Charles Tanguay.

LE DEVOIR

LE MONDE

Un 4 juillet en Irak

La question des détenus palestiniens pèse sur la trêve

REUTERS

Gaza — Des Palestiniens radicaux ont demandé hier à Israël de libérer tous ses prisonniers palestiniens sous peine de voir s'effondrer un cessez-le-feu essentiel pour le succès d'un plan de paix international appuyé par les États-Unis.

Les radicaux ont toutefois laissé entrevoir un assouplissement possible de leur position. À l'issue d'entretiens avec le premier ministre palestinien modéré Mahmoud Abbas, le Jihad islamique a ainsi indiqué qu'il s'emploierait, avec d'autres mouvements militants, à « donner la priorité » aux prisonniers qu'ils tiennent le plus à voir libérés.

À la suite de l'annonce, dimanche dernier, d'une trêve par les organisations extrémistes palestiniennes, l'armée israélienne s'est partiellement retirée du nord de la bande de Gaza et de la ville cisjordanienne de Bethléem et elle a libéré un nombre limité de détenus pour favoriser la feuille de route pour la paix. De son côté, la police palestinienne a arrêté certains activistes soupçonnés d'atteinte au cessez-le-feu.

Mohammed al-Hindi, l'un des dirigeants du Jihad islamique, a déclaré, après avoir rencontré Abbas, que son mouvement allait établir une liste des prisonniers dont la libération est jugée prioritaire — notamment ceux qui ont déjà purgé de longues peines, les femmes, les mineurs, les personnes âgées et les infirmes.

« En ce qui concerne la question des prisonniers, il a été convenu qu'il y aurait des critères auxquels souscriraient toutes les factions », a dit al-Hindi aux journalistes à Gaza.

Afin de permettre la mise en œuvre de la feuille de route, le premier ministre israélien Ariel Sharon a estimé que son gouvernement aurait à faire des concessions pour que soient créés un Etat palestinien et assurée la sécurité d'Israël d'ici 2005.

Le gouvernement israélien devrait examiner dimanche, lors d'une réunion ministérielle, la question de la libération de centaines de prisonniers palestiniens, a-t-on appris de sources politiques israéliennes, selon lesquelles tous les prisonniers ne seraient toutefois pas libérés.

« Dans le cadre des douloureuses concessions qui nous permettront d'atteindre notre objectif dans ce domaine [les prisonniers], nous aurons sans aucun doute à prendre ces mesures ainsi que d'autres », a reconnu le ministre israélien Gideon Ezra sur les ondes de Radio Israël, sans préciser le nombre de détenus qui seraient relâchés.

Entre 5900 et 8000 détenus

Le Jihad islamique a qualifié de superficielle la libération, jeudi, d'une cinquantaine de prisonniers et a réclamé, avec le Hamas, la remise en liberté des milliers de Palestiniens détenus par l'Etat hébreu.

D'après Abbas, le nombre de Palestiniens emprisonnés s'élève à environ 8000. Ezra l'estime à 5900. Malgré les gestes amorcés de part et d'autre, des violences sporadiques se poursuivent et Israël a provisoirement rétabli, jeudi, un barrage sur la principale route de la bande de Gaza.

« Si ces problèmes demeurent, cela menacera certainement la trêve », a prévenu al-Hindi. Nous évaluons l'initiative de manière permanente.

Israël redoute que les organisations palestiniennes profitent du cessez-le-feu pour se réarmer et se réorganiser et l'Etat hébreu exhorte l'Autorité palestinienne à démanteler les infrastructures de ces militants.

Les forces de sécurité palestiniennes ont arrêté dix activistes depuis jeudi. Devant les caméras de la télévision israélienne Channel One, le ministre palestinien de la Sécurité, Mohammed Dahlan, a souligné que l'Autorité autonome punirait toute personne impliquée dans des attaques anti-Israéliennes.

L'armée israélienne, elle, a annoncé que des activistes avaient tiré sur un avant-poste militaire du sud de la bande de Gaza durant la nuit de jeudi à hier, mais qu'aucun blessé n'avait été recensé. Ses soldats ont arrêté 12 Palestiniens recherchés lors d'opérations en Cisjordanie, a-t-elle ajouté.

EN BREF

Silvio fait le têtù

Rome (AFP) — Le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi a refusé hier de s'excuser pour avoir traité de « kapo » un député européen allemand, au risque de raviver les tensions avec l'Allemagne. « Hier, je n'ai pas présenté d'excuses », a-t-il soutenu en commentant son entretien téléphonique avec le chancelier Gerhard Schröder au cours d'une conférence de presse commune avec le président de la Commission européenne, Romano Prodi. Le chef du gouvernement italien a expliqué qu'il « regrettrait si quelqu'un s'était senti offensé par une réplique qui se voulait ironique » mais que « lui aussi s'était senti offensé par de graves paroles ». Le gouvernement allemand continue de considérer les regrets exprimés la veille par M. Berlusconi « comme des excuses », a réaffirmé hier soir un de ses porte-parole.

Yvan Colonna est arrêté

Paris (AFP) — L'homme le plus recherché de France, l'indépendantiste corse Yvan Colonna, assassin présumé du préfet de Corse, Claude Erignac, tué en 1998, a été arrêté hier soir dans l'île méditerranéenne en proie à la violence depuis un quart de siècle. Cette arrestation représente un succès de taille pour les autorités françaises. Elle intervient deux jours avant un référendum sur l'avenir institutionnel de la Corse, dont l'issue demeure incertaine pour le gouvernement du premier ministre Jean-Pierre Raffarin, pour lequel un non constituerait un revers dans sa politique de régionalisation. L'arrestation de Colonna intervient également au moment où huit hommes, complices et assassins présumés du préfet Erignac, sont jugés à Paris dans le cadre d'un procès qui doit se terminer dans une dizaine de jours.



Les GI se sont efforcés de faire bon accueil à l'acteur Arnold Schwarzenegger.

11 Irakiens tués et un « message de Saddam »

REUTERS ET AFP

Bagdad — Onze hommes armés ont été abattus hier au cours d'une embuscade contre un convoi des forces américaines, au nord-ouest de la capitale irakienne, au lendemain d'une attaque au mortier qui a fait 16 blessés parmi les GI, a annoncé l'armée américaine, alors que Saddam Hussein — ou son spectre — se rappelait à son souvenir.

Un tireur isolé a par ailleurs abattu jeudi soir un soldat américain en poste devant le musée national de Bagdad, et un autre a été blessé par une explosion.

Ce brusque accès de violence, qui semble accréditer la thèse d'une résistance de mieux en mieux organisée et de plus en plus efficace, a jeté une ombre sur la fête nationale américaine, célébrée hier, jour que la chaîne de télévision arabe al-Jazira a choisi pour diffuser un document audio attribué à Saddam Hussein, tendant à prouver qu'il est toujours vivant. La veille, Paul Bremer, chef de l'administration américaine en Irak, avait mis sa tête à prix pour 25 millions de dollars.

Dans cet enregistrement, dont l'ancien président irakien affirme qu'il a été réalisé le 14 juin, Saddam Hussein affirme se trouver en Irak, « parmi les Irakiens », en compagnie d'« un camarade » non précisé. Il ajoute que ses collaborateurs et l'ancienne direction du pays se trouvent également en Irak. « Je te dis que tu me manques, ô peuple adoré, même si je suis parmi toi, dans tes rangs », dit une voix qui ressemble effectivement à s'y méprendre à celle de l'ancien chef du régime baasiste de Bagdad.

Hussein affirme en outre que « des cellules du Jihad composées de combattants irakiens, hommes et femmes, ont été créées à grande échelle ». Il invite la population à faciliter la tâche d'une guérilla qui, avec une moyenne de treize attaques par jour depuis six semaines, semble prendre chaque jour un peu plus d'assurance.

Le dernier acte en date a néanmoins tourné à l'avantage des soldats américains. Selon un communiqué du commandement central, une embuscade a été déjouée à proximité de Balad, à 90 km au nord-ouest de Bagdad, et tous les assaillants ont été tués. Une porte-parole a par la suite indiqué qu'ils étaient au nombre de onze.

« Les assaillants ont essayé d'engager le combat à l'arme

légère et avec des lance-roquettes, mais ils ont tous été tués dans la riposte, explique l'armée. Les forces américaines et leurs équipements n'ont subi aucun dommage. »

Toujours près de Balad, région majoritairement sunnite où l'ancien régime recrutait une bonne partie de ses partisans, des tirs de mortier s'étaient abattus quelques heures plus tôt sur une base logistique, faisant 16 blessés dans les rangs américains.

Bush célèbre la « victoire »

Selon un autre communiqué, un soldat a également été blessé jeudi soir dans les faubourgs de Bagdad. Des témoins ont indiqué que la jeep Humvee à bord de laquelle ce soldat circulait a été endommagée par une explosion. Enfin, un Irakien est mort dans l'explosion prématurée de la bombe qu'il déposait près des bureaux de l'administration américaine à Bakoba.

Au total, vingt-six soldats américains sont morts en Irak depuis le 1^{er} mai, terme officiel des opérations militaires ayant conduit à la chute du régime de Saddam Hussein. Six soldats britanniques sont décédés au cours de la même période. Malgré ce climat d'insécurité, les GI se sont efforcés de faire bon accueil à l'acteur Arnold Schwarzenegger, venu leur rendre visite à Bagdad à l'occasion de la fête nationale des États-Unis.

Après « Scorpion du désert », l'armée américaine a lancé dimanche une nouvelle opération baptisée cette fois « Crotale du désert » pour tenter de mettre un terme aux actes de guérilla. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés à qui il lui invite les 400 000 Irakiens vivant hors des frontières nationales à diffuser leur retour en raison de l'instabilité manifeste qui y règne.

S'adressant à 25 000 personnes au musée de l'US Air Force à Dayton (Ohio), le président américain George W. Bush a demandé à ses compatriotes d'être fiers « de nos victoires en Afghanistan et en Irak ». « Aujourd'hui, tous ceux qui vivent sous la tyrannie et qui aspirent à la liberté mettent leurs espoirs dans les États-Unis d'Amérique. Sans l'engagement actif de l'Amérique dans le monde, il n'y aurait pas d'obstacle aux ambitions des tyrans, et des millions de gens vivraient à la merci des terroristes », a ajouté M. Bush.

Fréquentation massive d'un site désarmant

REUTERS

Londres — Un site Internet tournant en ridicule la recherche d'armes de destruction massive par les États-Unis en Irak connaît en ce moment une explosion de sa fréquentation. Le site, dont la première page ressemble au message d'erreur que reçoivent les internautes lorsqu'un site n'existe pas, arrive en tête de liste lorsque l'on recherche « weapons of mass destruction » (« armes de destruction massive ») sur le moteur de recherche Google.

Lancé il y a cinq mois, il compte aujourd'hui plus de un million de vi-

sites par semaine. À la place du message d'erreur indiquant que le site recherché n'a pas été trouvé, on peut lire sur la première page: « Les armes de destruction massive que vous cherchez ne peuvent pas être trouvées pour l'instant » et suggère que le pays pourrait connaître des problèmes techniques.

« Cela a commencé comme une blague entre amis », a expliqué l'auteur, Anthony Cox, pharmacien de Birmingham. « Et puis, tout le monde a commencé à se l'envoyer par courriel et le site a fini sur plusieurs listes de diffusion. » Cox a dit avoir créé le site en février, avant le déclenchement de la guerre, lorsque

la question des armes de destruction massive a été soulevée. Comme on n'a pas découvert d'armes de ce type depuis la fin de la guerre, il connaît une popularité grandissante. Selon Cox, le site a reçu plus de un million de visites cette semaine — davantage qu'au cours des trois derniers mois. Cox, qui n'était pas pour autant opposé à la guerre en Irak, a ajouté plusieurs liens sur son site, dont un intitulé « Si vous êtes Donald Rumsfeld, cliquez sur la bombe ». L'internaute qui s'exécute est alors dirigé vers le site marchand Amazon sur la page du DVD de Docteur Folamour, le film pacifiste de Stanley Kubrick.

Attaque meurtrière d'une mosquée chiite au Pakistan

ASSOCIATED PRESS

Quetta — L'attaque par quatre terroristes d'une mosquée chiite de Quetta, alors qu'elle était pleine de fidèles en prière, dans le sud-ouest du Pakistan hier, a fait une cinquantaine de morts, selon les secours, alors que le dernier bilan officiel faisait état d'au moins une trentaine de morts et d'une cinquantaine de blessés. L'événement a provoqué une émeute, des chiïtes en colère se livrant à des déprédations dans cette ville, capitale de la province du Balouchistan, frontalière avec l'Afghanistan et l'Iran.

Ce n'est pas la première fois que la communauté chiïte est prise pour cible au Pakistan, pays majoritairement sunnite. Le crime vise d'autant plus à semer la terreur qu'il a eu lieu un vendredi, grand jour de prière pour les musulmans de toute obédience.

Les secouristes de la Fondation EDHI ont dénombré 47 corps. Selon les autorités, le carnage aurait pu être encore bien pire. Plusieurs heures après l'attentat, la po-

lice a découvert deux bombes près de l'enceinte principale de la mosquée, qui ont été désamorcées.

Environ 2000 personnes étaient rassemblées lorsque trois hommes ont pénétré dans le lieu de culte, selon un témoin. « D'abord, ils ont tué les vigiles devant la mosquée. Puis, ils ont pénétré à l'intérieur et ont commencé à tirer sur les gens », a-t-il expliqué. Un vigile a abattu un des assaillants et « l'autre agresseur s'est fait sauter », selon ce témoin. Le troisième a été maîtrisé par les fidèles, dont un grand nombre avaient les vêtements couverts de sang. L'homme a été remis à la police. Selon d'autres témoins, des grenades ont été jetées dans la mosquée.

Le ministre de l'Information, Sheikh Rashid Ahmed, qui a donné le bilan de 30 morts et 52 blessés, a accusé des « éléments sectaires » d'être responsables de l'attaque. Il a confirmé que deux terroristes ont été tués à l'intérieur de la mosquée et qu'un troisième a trouvé la mort lors d'une fusillade à l'extérieur. Un quatrième homme a été arrêté, selon les autorités. L'attaque n'a pas été revendiquée.

Portrait de Charles Taylor

Nom de l'épouse: Jewel; créneau: diamants du sang

JACQUES LHUILLERY
AGENCE FRANCE-PRESSE

Abidjan — L'homme n'est pas très grand, plutôt trapu. L'air peu avenant avec ses lunettes fumées et son éternelle barbe de trois jours. Hier redoutable seigneur de guerre, aujourd'hui au bord de l'exil avec un George W. Bush sur ses basques qui veut sa tête et des rebelles aux portes de sa capitale, le richissime maître chancelant de Monrovia fait encore peur.

Président depuis 1997, il ne dédaignait pas, il y a quelques semaines encore, les signes extérieurs de richesse: montre en or massif sertie de diamants, large anneau de mariage du même métal, imposant stylo de marque qui émerge de la poche. Hasard ou prémonition, la Première Dame (épousée en 1996) se prénomme... Jewel (Bijou).

Né en 1948 dans une banlieue aisée de Monrovia d'un père noir américain et d'une mère libérienne, Charles Ghankay Dahnkpannah Taylor n'a pas hésité à mettre tout un pays et une région à feu et à sang pour troquer le treillis contre d'élégants costumes, le fusil contre une sorte de sceptre de commandement en bois sculpté. Récemment, on l'a vu arborer une toque en léopard «style Mobutu» lors d'un sommet avec le président ivoirien Laurent Gbagbo.

Contraste choquant entre la rue misérable de Monrovia, déprimante capitale sans électricité depuis plus de dix ans, et la villa-forteresse grise et sans charme du président, située à l'entrée est de la capitale.

Dans la cour, on voyait, il y a peu encore, une Jaguar intérieure cuir crème, deux Mercedes 600 et plusieurs 4 X 4 dernier cri. Vitres fumées, pas de plaques. Pas un grain de poussière non plus. Devant la maison, les canons de mitrailleuse émergent d'une cohorte de 4 x 4 noirs.

Hai par les États-Unis et la Grande-Bretagne qui rêvent de le faire tomber, il vit entouré d'un essaim de gardes du corps à lunettes noires et veste renflée. Il se déplace souvent aussi, comme le Libyen Kadhafi, au milieu d'une garde rapprochée féminine.

Pour devenir locataire de l'Executive Mansion (le palais présidentiel) en 1997, il n'a reculé devant rien et a lancé, la nuit de Noël 1989, l'une des plus atroces guerres civiles du continent. Un enfer de près de 200 000 morts.

Diplômé d'économie du Bentley College (Massachusetts), Taylor entre dans l'administration libérienne en 1979. Son goût pour l'argent lui vaut déjà le surnom de « Superglu » (l'argent lui collait aux mains, paraît-il), mais aussi une fuite vers les États-Unis en 1983, lorsqu'il est accusé par le président Doe d'avoir détourné près d'un million de dollars. Aux États-Unis, il connaît la prison, avant de s'évader et de se réfugier en Côte d'Ivoire. De cette époque datent ses relations avec le défunt président ivoirien Félix Houphouët-Boigny, mais aussi le colonel Kadhafi et le chef de l'Etat burkinabé Blaise Compaoré. En cas de coup dur, une villa-bunker l'attendrait d'ailleurs à Ouagadougou.

Taylor le chef de guerre a exporté les « diamants du sang », mais aussi la guerre. En 1991, il pousse le caporal sierra-léonais Foday Sankoh, qu'il avait enrôlé dans son Front patriotique national du Liberia (NPLF), à créer le RUF (Front révolutionnaire uni). La terreur et l'horreur s'abattent pour dix ans sur la Sierra Leone.

Cela lui vaut aujourd'hui une inculpation pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité par le tribunal spécial pour la Sierra Leone et, en prime, un mandat d'arrêt international. Dernièrement, l'ombre déstabilisatrice de Taylor s'est étendue sur l'ouest de la Côte d'Ivoire, elle-même en proie à une guerre civile larvée depuis septembre 2002.

Le vent a commencé à tourner fin 1999 avec l'apparition du mouvement rebelle des Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie (LURD), encouragé et financé, dit-on, par les États-Unis via la Guinée voisine.

Surnommé « Diable rouge » par le LURD, « Babouin rouge » par la rue où désormais des jeunes osent s'aventurer pour manifester, Taylor s'accroche à son pouvoir en s'appuyant sur une garde prétorienne aussi droguée que redoutée, les ATU (Unité antiterroriste).

« Je suis sûr d'une chose: les Américains ne veulent pas de moi dans ce fauteuil » (présidentiel), déclarait-il récemment à l'AFP. Aujourd'hui, accusé par Washington, l'ancien seigneur de guerre serait plutôt sur un siège éjectable, même si jusqu'au bout il posera ses conditions pour prendre le chemin de l'exil.

Le dictateur est prêt à l'exil; l'intervention américaine est imminente

REUTERS

Monrovia — Pressé par les États-Unis d'abandonner le pouvoir, le président libérien Charles Taylor a déclaré hier qu'il acceptait de le faire pourvu qu'une force internationale vienne d'abord rétablir la paix dans son pays.

À Lagos, un haut responsable gouvernemental a dit que Taylor avait accepté une offre d'asile du Nigeria. Taylor n'a pas démenti avoir accepté cette offre mais a déclaré que ce n'était pas la question la plus importante pour le moment. « Partir pour aller dans un pays étranger, en exil, laisser mon peuple dont je sais que je peux encore l'aider, c'est une pilule difficile à avaler », a déclaré M. Taylor hier. Le haut responsable nigérian a dit sous le sceau de l'anonymat que Taylor avait sollicité un délai de 40 jours pour partir mais que le Nigeria avait répondu que cela devait survenir ce mois-ci.

De son côté, le président George W. Bush n'a encore pris aucune décision sur l'envoi d'une force américaine de maintien de la paix au Liberia, a déclaré hier Ari Fleischer, porte-parole de la Maison-Blanche, sans exclure qu'il puisse le faire ce week-end. Le président américain a ordonné au Pentagone d'envoyer une équipe d'experts en Afrique de l'Ouest pour étudier avec les Nations unies et les pays de la région les mesures nécessaires pour assurer la stabilité dans le pays, a ajouté Fleischer.

Bush, qui doit se rendre en tournée en Afrique la semaine prochaine, juge par ailleurs encourageant que Taylor ait accepté conditionnellement de démissionner, mais il l'invite à joindre les actes à la parole pour que la paix revienne dans la région, a dit Fleischer.

É D I T O R I A L

De la guerre à la guérilla

La semaine dernière, on a pu observer une progression des attentats contre les troupes américano-britanniques en Irak. Cette semaine, le phénomène est allé crescendo. Tellement qu'on compte 13 attaques en moyenne par jour. Peut-être bien que la guerre dite de libération est en train de se transformer en une guerre de guérilla.

Si on en croit les analyses consacrées aux attaques organisées par des Irakiens, on ne peut pas encore parler d'un front uni de la résistance mais bien de groupes de résistance. Autrement dit, ces groupes ne se sont pas encore rassemblés sous un chapeau ou au sein d'une fédération. Ils sont disparates. À leur manière, ils traduisent l'éclatement ethnique qui singularise l'Irak des pays voisins. Ils indiquent également que les troupes d'occupation éprouvent encore bien des difficultés à assurer la sécurité dans le pays.

Dans les jours et les semaines qui viennent, il est probable que ces difficultés iront croissant. Ce pronostic, si on ose dire, est en fait un écho aux constats signés par les militaires sur place. Ceux-ci ont noté, au cours des derniers jours, que pour leurs attentats et leurs embuscades, les Irakiens utilisent désormais des armes plus sophistiquées et des explosifs qui n'ont plus rien à voir avec le primitif cocktail Molotov. De cela se dégage une certitude: ces groupes de résistants disposent à présent d'arsenaux mieux fournis qu'on le croyait encore la semaine dernière.

Qui plus est, ce contingent de résistants bénéficie d'un vacuum. Lequel? Le manque criant de policiers pour assurer les fonctions usuelles de sécurité. Selon les statistiques disponibles, ce pays aurait besoin de 65 000 policiers. Or, à l'heure actuelle, on en compte seulement 25 000 qui, pour la plupart, poursuivent leur entraînement. Pour pallier le déficit en la matière, l'état-major américain est dans l'obligation d'affecter pas moins de 30 000 soldats à la circulation, à la garde d'édifices, à la paix des ménages, etc.

Pour compliquer le tout, la scène politique compose désormais avec toutes les variables propres à l'ébullition. On dénombre pas moins de cent formations politiques, dont la plupart ont été créées après le 1^{er} mai. Selon l'inventaire confectionné par des médias arabes, cette centaine de partis se divise grosso modo en quatre catégories. Il y a tout d'abord ces trois partis qui jouissent d'une certaine crédibilité au sein de la population parce qu'ils sont ancrés dans la résistance historique au dictateur Hussein. L'un défend ou représente la communauté sunnite, l'autre, la chiite, et il y a enfin le Parti communiste. Il y a aussi les partis fondés par les membres de la diaspora irakienne en exil, dont le plus connu est le Congrès national irakien. Il y a également les partis kurdes qui ont ceci de commun avec le parti des chiites qu'ils veulent réduire la représentation politique des sunnites à leur poids démographique. Il y a enfin ceux fondés tout récemment. Entre tous, il y a un dénominateur commun: leur raison d'être est d'ordre ethnique et confessionnel.

Tous ces facteurs considérés, on comprend pourquoi la délégation de sénateurs a demandé au président Bush, après un voyage sur les lieux, qu'il informe ses concitoyens que la présence américaine en ce pays va se prolonger au-delà des deux ou trois prochaines années et que tout cela va coûter, financièrement s'entend, beaucoup plus cher que ce qui avait été prévu. Tellement que l'un de ces sénateurs — il s'agit de l'expérimenté et influent démocrate Carl Levin — estime que le président Bush devrait mettre passablement d'eau dans son vin. Selon lui, la Maison-Blanche devrait demander l'aide de Paris et de Berlin ainsi que de l'ONU.

À moins qu'il ne soit habité par la vanité, le président Bush serait bien avisé de décliner certaines des vertus que l'on prête au multilatéralisme.

La ronde des nominations

Jean Chrétien se prépare à quitter la vie politique. Même si l'heure de la retraite ne sonnera que dans huit mois, il a commencé, ces jours derniers, à distribuer les récompenses à ses proches collaborateurs et aux amis qui lui ont été fidèles.

M. Chrétien n'est pas le premier premier ministre à agir ainsi. Lorsqu'il était chef de l'opposition, il avait dénoncé le cortège de nominations partisans faites par Brian Mulroney les mois qui avaient précédé sa retraite de la politique active. Aujourd'hui, sans apparence de remords, il joue les papas gâteau pendant que l'opposition crie au scandale.

S'il peut ainsi distribuer à la ronde les récompenses, c'est que M. Chrétien dispose d'un pouvoir de nomination exceptionnel. Qu'on y pense: le premier ministre choisit le gouverneur général. Il nomme le gouverneur de la Banque du Canada, les sénateurs, les juges de la Cour suprême, ceux de la Cour fédérale ainsi que ceux des cours d'appel et des tribunaux supérieurs de chaque province. Il désigne les ambassadeurs. Il attribue les postes de 255 conseillers et commissions, ce qui comprend aussi bien des organismes comme Radio-Canada et la CRCC que la Commission canadienne du blé, la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, la Commission canadienne des droits de la personne, sans oublier le Commissariat à l'éthique et le Commissariat à la vie privée.

Ce dont il faut se scandaliser, ce n'est pas tant le caractère partisan des nominations auxquelles procède M. Chrétien que le fait que ce pouvoir est absolu. Il ne doit de comptes à personne et personne ne peut lui en demander. Lorsqu'il a voulu nommer Alfonso Gagliano au poste d'ambassadeur du Canada au Danemark, il a ignoré toutes les critiques et procédé comme si de rien n'était.

Ce pouvoir de nomination permet au premier ministre de renforcer son autorité personnelle en confiant les postes clés de l'appareil gouvernemental à des personnes sûres qui partagent ses orientations. Celles-ci, qui lui sont par ailleurs redevables pour leur nomination, sauront retourner l'ascenseur. Un des effets les plus pernecieux de cette situation est de réduire l'autorité et la crédibilité des institutions chargées de jouer un rôle de contre-poids au pouvoir exécutif. Ce n'est pas sans raison que les parlementaires, ces derniers mois, ont retiré au premier ministre le privilège de choisir les présidents des comités parlementaires afin de retrouver une nécessaire distance face au gouvernement.

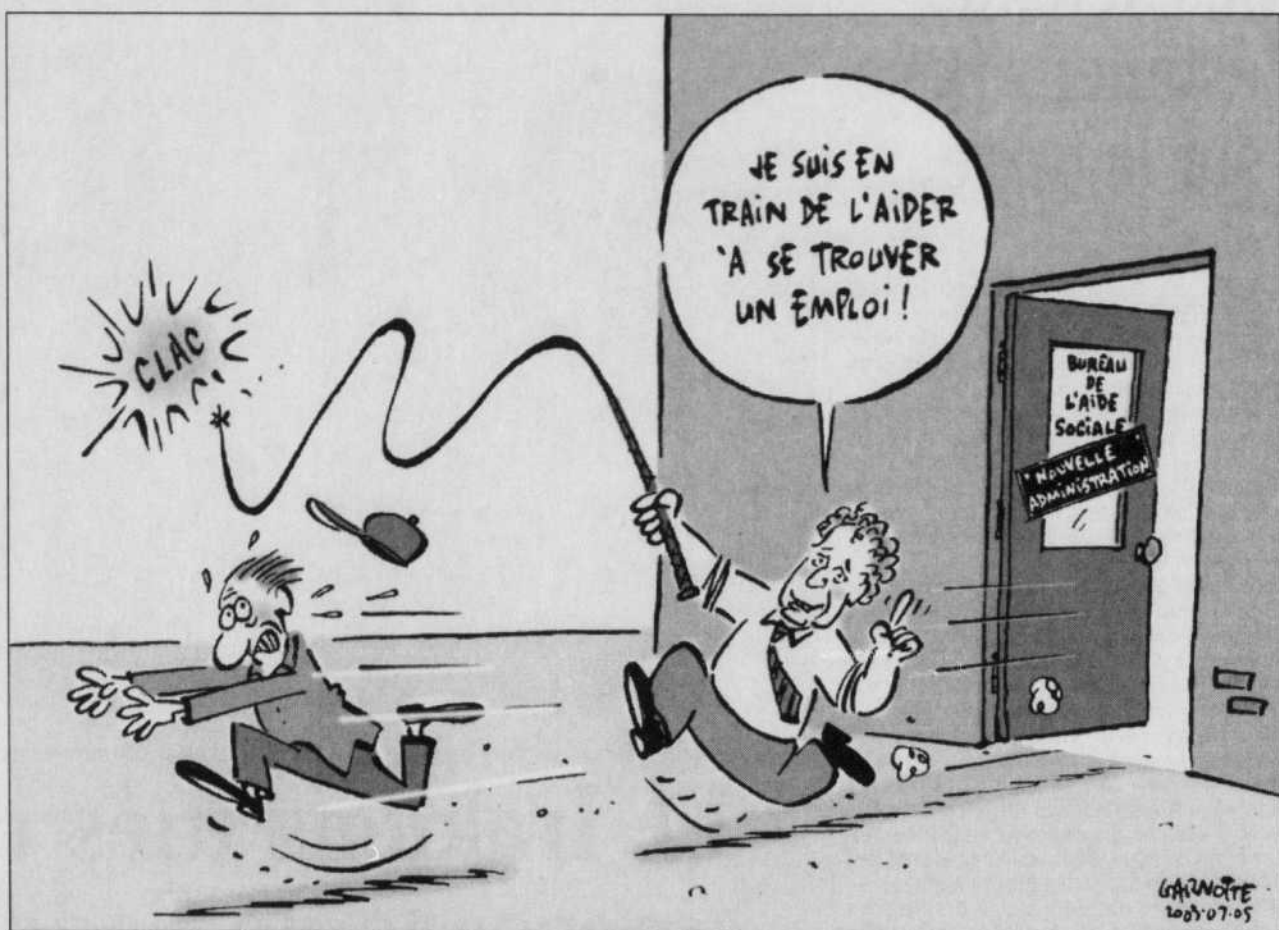
À tous égards, ce pouvoir de nomination du premier ministre est excessif. Il institutionnalise le népotisme, ce qui conduit à des situations où l'on confie l'application de lois complexes — pensons à l'immigration et aux communications — à des gens qui n'ont pas toujours l'expertise requise. Un contre-poids doit exister, ne serait-ce qu'en donnant un pouvoir de révision des principales nominations aux comités parlementaires. On ne peut compter sur Jean Chrétien pour mettre en place un tel processus. Avec lui, la ronde de nominations se poursuivra. Il a trop d'amis à remercier. Pour sa part, Paul Martin s'est dit ouvert à une telle idée. Une fois installé dans le fauteuil de premier ministre, voudra-t-il toujours le faire? Il faudra lui faire répéter cette promesse plusieurs fois pour qu'il ne l'oublie pas.

Bernard Descôteaux

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
JEAN-FRANÇOIS NADEAU, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



LETTRES

L'égalité des unes ne doit pas reposer sur la discrimination des autres

Le réseau des garderies à 5 \$ par jour est une grande victoire du mouvement des femmes du Québec. Il fait l'envie de plusieurs au Canada et à travers le monde, et avec raison. En dotant le Québec d'un tel réseau, le gouvernement reconnaissait la responsabilité sociale à l'égard des enfants et la nécessité d'harmonisation entre la vie familiale et les responsabilités professionnelles. Cependant, afin d'assurer à certaines femmes un accès plus égalitaire au travail, ce même gouvernement comptait sur l'exploitation d'autres femmes: celles qui devraient assumer, en milieu familial, la garde de ces enfants lorsque les parents sont au travail.

Ainsi, pour avoir le privilège de garder nos enfants, ces femmes gagnent entre 10 000 et 15 000 \$ par année tout en devant modifier la résidence familiale pour la rendre conforme aux exigences, s'attendre à recevoir la visite impromptue d'inspecteurs qui vont jusqu'à fouiller leur frigo et renoncer à s'absenter même pour la maladie de leurs propres enfants. Pour couronner le tout, malgré deux jugements leur reconnaissant le statut de salarié, le gouvernement Charest s'apprête à leur couper le droit à la syndicalisation, niant toute la logique du Code du travail et du rapport Bernier.

L'objectif de l'égalité entre les femmes et les hommes ne se décrète pas dans une loi. Il est, pour un gouvernement, le fruit de mesures, de politiques, d'institutions, de règlements, de services qui, pris dans leur ensemble, créent un climat propice à l'émancipation des femmes. Ainsi, une mesure sociale aussi progressiste que les garderies à 5 \$ par jour ne peut reposer sur l'exploitation de femmes à la maison que l'on considère simplement en prolongement de leur rôle de mère et, par conséquent, sans statut de salarié et soumises à l'autorité tatillonne des CPE.

La syndicalisation aurait permis à ces femmes de se faire entendre et respecter, d'accéder à un pouvoir de négociation et à des conditions de travail décentes. Elle leur aurait surtout permis d'être reconnues pour l'ensemble de leur travail. Pour un gouvernement qui tient à la démocratie au point de remettre en question les villes fusionnées, menaçant de nous plonger dans une crise sociale, il est étrange de constater que le choix clairement exprimé de milliers de ces femmes ne soit pas respecté et que l'on recoure à une loi pour les empêcher d'accéder à un droit reconnu ici et internationalement.

Hélas, il semble bien que l'égalité entre les femmes et les hommes ne soit pas un objectif du gouvernement actuel.

Carole Lejeune

Responsable du Comité de la condition des femmes, Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
Le 29 juin 2003

La biodiversité du Canada

Le Québec obtient la meilleure note au Canada en ce qui a trait à la biodiversité et à la lutte contre le réchauffement climatique, pouvait-on lire dans *Le Devoir* du 26 juin dernier. L'article faisait également référence à un récent rapport du Sierra Club dans lequel l'organisme félicitait le Québec et le Manitoba pour leur lutte contre le réchauffement de la Terre et leur appui au protocole de Kyoto tout en condamnant les projets hydroélectriques. Quelle incohérence!

C'est l'hydroélectricité qui explique la bonne performance de ces deux provinces en matière de changements climatiques. Le Québec et le Manitoba font partie des provinces canadiennes qui produisent le moins de gaz à effet de serre (GES) par habitant, et ce, grâce à une production d'électricité presque exclusivement hydraulique (plus de 94 %).

La production d'électricité, «plus précisément celle d'origine thermique (combustibles fossiles)», est responsable d'environ 17 % des émissions de GES au Canada, de même que des émissions qui provoquent le smog et les pluies acides.

Il est clair que pour lutter contre les changements climatiques, il nous faut réduire notre dépendance envers les combustibles fossiles et choisir de développer des énergies propres et durables. Aujourd'hui, l'hydroélectricité est la seule option propre et renouvelable à grande échelle.

Certes, les réservoirs hydroélectriques, tout comme les lacs naturels, produisent une certaine quantité de GES émanant de la décomposition de la végétation, quantité toutefois très variable. Les réservoirs situés dans les régions tropicales peuvent émettre de plus grandes quantités de GES. Par contre, dans le cas des réservoirs des pays nordiques comme le Canada, il n'y a aucun doute que leurs émissions de GES sont minimales et surtout bien inférieures aux émissions que produisent les centrales alimentées au charbon, au gaz ou au mazout — au moins 60 fois inférieures à celles des centrales alimentées au charbon et de 18 à 30 fois inférieures à celles des centrales alimentées au gaz naturel.

Si on avait opté pour des centrales au charbon plutôt que pour des centrales hydroélec-

triques pour satisfaire la demande en électricité, les émissions de GES au Canada seraient plus élevées de 60 % aujourd'hui.

Le développement de nouveaux projets hydroélectriques représente à ce jour le meilleur choix énergétique pour continuer d'offrir à tous les Canadiens une source fiable, propre et renouvelable d'électricité tout en contribuant à la lutte contre les changements climatiques et à la réduction de la pollution atmosphérique.

Pierre Fortin

Directeur général de l'Association canadienne de l'hydroélectricité
Le 30 juin 2003

Mise au point sur Israël

Dans *Le Devoir* du 27 juin, Louis Gill opinait qu'il «fut beaucoup d'audace pour persister à caractériser l'Etat d'Israël comme un Etat démocratique». Au contraire, il n'en faut guère plus pour accorder la mention «démocratique» au Québec (où nombreuses ont été les élections où le parti élu a obtenu moins de suffrages que le parti relégué dans l'opposition) et aux États-Unis (où les Portoricains n'ont pas le droit de vote).

J'attends fébrilement une audacieuse séquelle sur le «handicap démocratique irréparable des États-Unis et du Québec», séquelle qui remettra sans doute bien des pendules à l'heure en Irak, à moins qu'elle ne soit acceptée au Festival Juste pour rire. À lire M. Gill, on croirait qu'Israël n'a jamais été attaqué au cours des 56 dernières années et que les mots «son» et «sens» sont synonymes.

Michael Laughrea
Scientifique au Lady Davis Institute for Medical Research, Sir Mortimer B. Davis Jewish General Hospital
Le 2 juillet 2003

Du pareil au même...

Jean Charest ne veut pas déplaire aux souverainistes, alors il a annoncé qu'il ne participerait pas officiellement aux activités de la Fête du Canada! Mais qu'en est-il de tous les fédéralistes qui lui ont permis d'accéder au poste de premier ministre qu'il convoitait depuis si longtemps? M. Charest ne s'est pourtant pas empêché de participer aux festivités de la Saint-Jean-Baptiste la semaine dernière et d'offrir un discours à saveur nationaliste quelque peu troublant pour un libéral. Est-ce que les libéraux vont nous ressasser le discours péquistes durant les quatre prochaines années?

Stéphane Lavallée
Montréal, le 2 juillet 2003

LIBRE OPINION

Une cause commune, une coalition possible

GARY LUNN

Député de l'Alliance canadienne
Réaction à la chronique du 3 juillet de Norman Spector

L'Alliance canadienne n'a pas été créée par pure méchanceté envers le Québec. Bien au contraire, elle se fonde sur le renouveau et invitait tous les Canadiens à appuyer le parti qui ferait preuve de transparence et d'éthique, c'est-à-dire l'Alliance canadienne. Après trois décennies d'attitude conciliante du fédéral envers les séparatistes, on notait chez bon nombre de gens un profond désir de rééquilibrer la fédération par des politiques sensées et de passer à autre chose. C'est ce sentiment d'espoir qui a alimenté la croissance de l'Alliance canadienne.

M. Spector affirme qu'il est inutile pour l'Alliance canadienne et le Parti conservateur de faire cause commune à moins de parvenir à une plate-forme commune, mais je lui répon-

drai qu'il ne sert à rien de mettre la charrue devant les boeufs. Pour être franc, les opinions sont aussi mitigées au sein des partis alliés et conservateur que celles qu'ils ont l'un envers l'autre.

Le nouveau chef conservateur, Peter MacKay, s'est dit «enthousiaste» devant la dernière offre du chef de l'Alliance, Stephen Harper, et des possibilités qu'elle représente. Des coalitions entre partis politiques d'optique commune (mais non identique) se produisent partout dans le monde occidental et donnent de bons résultats.

Je conteste également les propos de M. Spector lorsqu'il dit que l'Alliance canadienne ne rejoint pas les valeurs du grand public. Depuis quand parvient-on à l'équilibre budgétaire, à la réduction de la dette, à la sécurité des rues et à une réforme démocratique à l'extérieur du courant dominant?

Quant à la prétendue incapacité de l'Alliance à faire une percée en Ontario, je rappelle que celle-ci est arrivée deuxième dans 81 des 103

circonscriptions de cette province, recueillant ainsi plus de un million de votes.

Il est temps pour nous, conservateurs, de mettre fin à notre obsession des petites différences qui nous séparent et de nous attaquer à déloger ce qui est sans aucun doute le gouvernement le plus corrompu, le plus absurde et le plus pathétique qu'ait connu le Canada: celui de l'arrogant tandem Chrétien-Martin. Attardons-nous plutôt à ce qui nous unit, des provinces de l'Atlantique et du Québec jusqu'en Alberta et en Colombie-Britannique.

Réplique du chroniqueur

Comme secrétaire du cabinet aux relations fédérales-provinciales à Ottawa (1986-90), j'étais responsable de l'Accord du lac Meech et ai été au premier rang pour observer la fondation du Parti réformiste, puis d'en vivre les conséquences en tant que chef de cabinet du premier ministre Brian Mulroney (1990-92).

Norman Spector

IDÉES

Le complexe culturel de l'OSM

Un gigantisme dissonant

Que gagnera Montréal en «formalisant» la culture d'une façon aussi dissociée de son identité?

JEAN-CLAUDE MARSAN

Architecte, urbaniste et professeur titulaire à l'École d'architecture de l'Université de Montréal

«Gigantisme culturel», titrait *Le Devoir* en présentant, à la une de son édition du 27 juin, une vue panoramique de la maquette du projet gagnant du complexe culturel et administratif qui doit abriter, dans l'îlot Balmoral, la salle de l'OSM, les conservatoires de musique et de théâtre ainsi que des bureaux de fonctionnaires provinciaux. Il ne pouvait mieux dire, à croire qu'on a démenagé la Place Bonaventure à côté de la Place des Arts! La seule chose rassurante par rapport à ce projet, c'est qu'il ne se réalisera pas. On voit mal, en effet, comment le gouvernement du Parti libéral, qui est en quête de pratiques ouvertes sur l'avenir, pourrait appuyer un projet qui est trois décennies en retard par rapport à l'approche actuelle de la rénovation urbaine en plus d'être décalé d'un siècle par rapport à la culture et au caractère urbain montréalais.

Il est étonnant qu'il puisse encore exister des architectes qui s'imaginent qu'une place publique aménagée sous des bâtiments sur pilotis et, pour sa partie dégagée, plongée dans l'ombre de la moitié de la journée constitue un lieu d'usage attrayant et convivial. Sans doute, lors du Festival du jazz ou d'autres manifestations du genre, les gens s'en accommoderont-ils. Mais aménage-t-on des places publiques pour une utilisation de 15 jours par année?

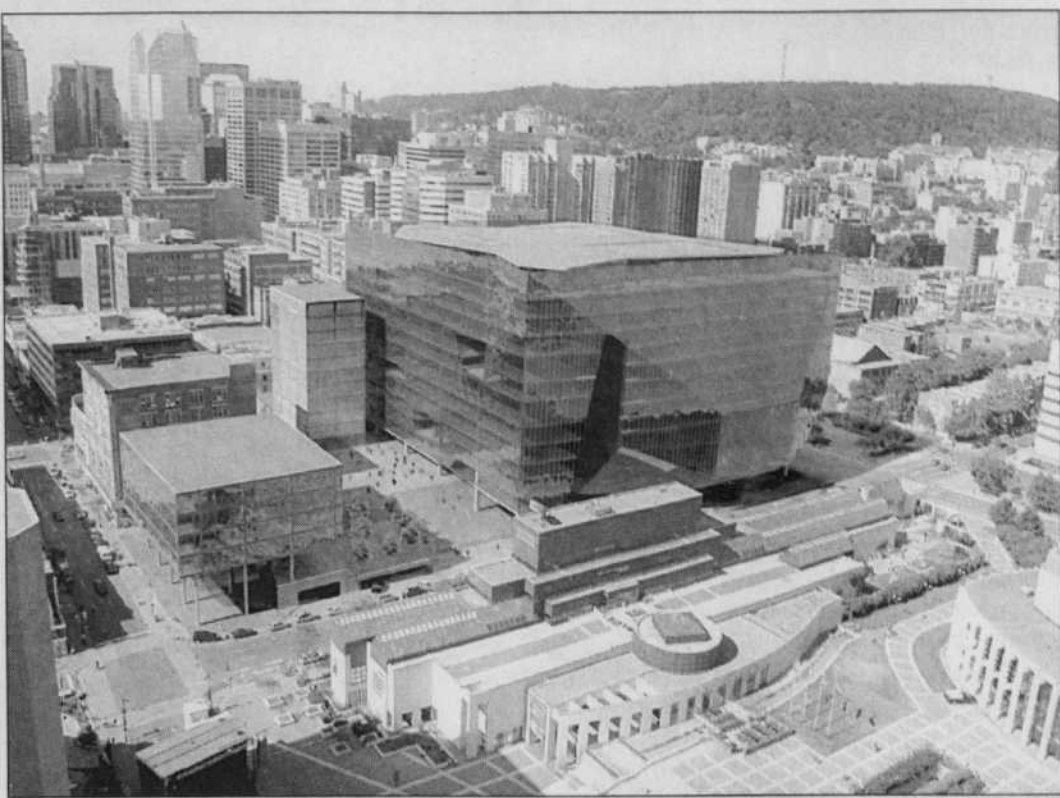
Les architectes de la firme néerlandaise de Architecten Cie, qui a remporté ce concours international, répondront à cela qu'ils n'avaient guère d'autre choix compte tenu de l'ampleur de la commande. Et avec raison car, depuis le début, le problème fondamental de ce projet, c'est son programme. Celui-ci traduit une vision ostentatoire et désincarnée de la culture de l'ancien gouvernement péquiste, vision qui n'a rien à voir avec les besoins et l'identité de Montréal.

Le caractère urbain montréalais

Le projet gagnant appartient à l'univers des grandes capitales européennes, telles Paris et Berlin, dont les équipements culturels ont reflété à travers les siècles la vision d'administrations centralisatrices, que celles-ci aient été royales, impériales ou présidentielles. Un bon exemple à Paris, c'est le musée du Louvre, lequel loge sous un même toit une production culturelle variée s'échelonnant sur plusieurs millénaires. Des équipements plus récents, tels le Centre Pompidou ou la Grande Bibliothèque, s'inscrivent dans la même logique.

Les institutions culturelles montréalaises ne sont pas issues de telles volontés de pouvoir. Montréal étant par essence une cité marchande, ses équipements reflètent bien davantage les intérêts et le dynamisme des communautés en présence: sauf exception, ils sont autonomes, de qualité, mais modestes et dispersés à travers la ville. Comme le souligne Hélène Laperrière dans ses *Promenades montréalaises*, il «se pratique à Montréal une culture davantage articulée sur un ensemble de petits lieux, le plus souvent intimes et spécialisés, que sur quelques grands complexes». Même le Musée des beaux-arts, une des grandes institutions de la métropole, se développe selon le concept de pavillons autonomes possédant chacun sa propre vocation.

Sans doute y a-t-il quelques avantages à réunir dans un même complexe la salle de l'OSM, les conservatoires de musique et de théâtre ainsi que des bureaux de fonctionnaires, mais que gagnera



SOURCE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC

Il est étonnant qu'il puisse encore exister des architectes qui s'imaginent qu'une place publique aménagée sous des bâtiments sur pilotis et, pour sa partie dégagée, plongée dans l'ombre de la moitié de la journée constitue un lieu d'usage attrayant et convivial.

Montréal en «formalisant» la culture d'une façon aussi désincarnée et dissociée de son identité? Si le tout pouvait s'intégrer d'une façon convenable sur le terrain, ce serait un moindre mal, mais ce n'est pas le cas: l'énorme cube de verre qui caractérise ce complexe est totalement hors d'échelle par rapport au site et projettera une ombre gênante sur la place publique adjacente, et ce, pendant les heures les plus intéressantes pour l'usage de cette dernière.

Les architectes concernés répondront que leur projet est satisfaisant sur le plan intellectuel et s'inscrit dans un courant important de néomodernisme. Fort bien, mais si on en juge par d'autres projets contemporains réalisés à travers le monde, il n'est pas obligatoire qu'une architecture soit rébarbative à la population pour satisfaire les attentes des experts. D'autant plus que l'architecture et les lieux urbains qui finissent par s'inscrire dans l'histoire des villes sont ceux que le public s'approprie. À Québec, par exemple, le complexe gouvernemental G (aujourd'hui édifice Marie-Guyart), construit au début des années 70, s'inscrivait lui aussi dans un courant important de l'architecture de son temps. Qualifié de «fleuron de la modernité», il s'est néanmoins avéré une faillite sur le plan urbain parce que les citoyens ne l'ont jamais digéré.

Une approche prometteuse

La tragédie par rapport à ce projet de complexe culturel et administratif, c'est qu'après 30 ans, il s'inscrit dans la même approche désincarnée à la rénovation urbaine que celle qui a présidé à la conception de l'édifice Marie-Guyart. Mais consolons-nous: c'est un mal pour un bien car il fournit au gouvernement du Parti libéral une occasion d'opter pour une tout autre approche, plus respectueuse des citoyens et de la culture de l'agglomération, qui pourra se réaliser dans le cadre d'un partenariat public-privé. Avec le budget prévu, il sera même possible de contribuer à la rénovation du secteur voisin de l'ancien quartier de la fourrure.

Que l'on édifie dans l'îlot Balmoral des équipements qui soient complémentaires à ceux de la Place des Arts et qu'on y aménage une place publique pour accueillir des événements culturels, cela est envisageable. Mais à la condition que ces bâtiments et cette place répondent à un design urbain qui respecte un gabarit pertinent et mette en valeur l'esprit du lieu, notamment en s'ouvrant d'une façon convenable sur la rue Sainte-Catherine.

La salle de l'OSM, quant à elle, peut fort bien loger dans l'église Saint James United située tout près, cette église dont la qualité de l'acoustique fait envie en Amérique du Nord et dont le décor intérieur est saisissant. Non seulement nous serons assurés d'obtenir une salle de concert originale qui ne réservera pas de mauvaises surprises aux musiciens et aux mélomanes, une telle utilisation règlera enfin le problème de la conservation de ce monument remarquable. Un projet dans ce sens existe d'ailleurs depuis la fin des années 80.

Le gouvernement devra profiter de l'occasion pour désenclaver le site de Saint James en élevant les magasins qui, rue Sainte-Catherine, cachent la façade de ce monument et le square de verdure qui lui sert d'assise. Ainsi, il n'aura pas à subventionner des entreprises pour que celles-ci s'installent dans les bâtiments riverains, le prestige recouvré du lieu fera le nécessaire tandis que l'augmentation de la valeur foncière dans le secteur viendra enrichir le trésor municipal.

Enfin, le gouvernement Charest pourra donner l'exemple d'une gestion réfléchie en logeant des fonctionnaires dans des bâtiments patrimoniaux du secteur, à l'exemple du gouvernement fédéral qui favorisera désormais la conservation du patrimoine bâti du pays en invitant ses divers ministères à occuper en priorité des locaux dans des édifices à protéger. En prime, une telle solution contribuera à rehausser l'image de la fonction publique, sûrement mieux que de parquer des fonctionnaires dans un gros cube de verre abstrait.

L'après-Pierre Bourgault

La mythologie du sauveur

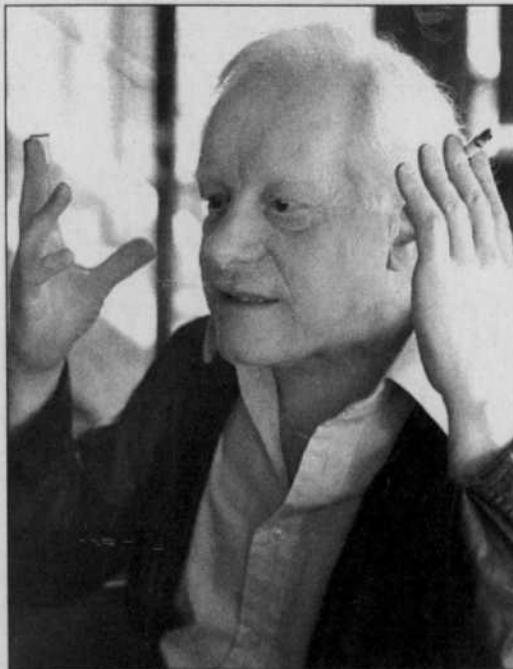
BRUNO ROY

Écrivain

Avec le départ de Pierre Bourgault, ce qui est triste est moins ce qu'il laisse — tant de débats qu'il a inspirés, mais restés inachevés par notre faute — que ce que l'on perd: un leader authentique et un libre penseur de la question nationale. Mais voilà, s'empresse de conclure Michel Venne dans *Le Devoir*: «Il y aura des successeurs à Pierre Bourgault.» Quant à Jean Dorion, président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, lors de la cérémonie laïque des adieux, au reste fort touchante, il a regretté le départ de Bourgault en ces termes: «Hélas, des vies comme la sienne, il nous en faudrait plus.» La question est sur toutes les lèvres et dans tous les médias: «A quand un autre Bourgault?», se demande Jocelyne Pigeon dans le courrier des lecteurs de *La Presse*.

Cette idée d'un sauveur est une constante dans notre histoire collective. Elle nous ramène, par exemple, à la pensée d'un Lionel Groulx. Il y a une mystique du héros qui s'incarne, pensait notre historien national, dans la venue d'un sauveur par qui adviendra notre État national, son apogée, son accomplissement. «Rien de grand ne s'accomplit en histoire à moins que quelqu'un de grand ne s'en mêle», écrit le chanoine dans *Histoire du Canada français depuis la découverte*.

Certes, il nous faut des leaders d'opinion, mais espérer la venue d'un messie de l'indépendance ne suffit pas pour la faire. C'est pourquoi j'avance l'idée que la dépendance envers un chef va à l'en-



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Espérer la venue d'un messie de l'indépendance ne suffit pas pour la faire.

contre de l'idée même de l'indépendance. Il y a une dépendance qui s'ajoute à toutes les autres et qui, parfois, nous infantilise. «Au lieu d'attendre le

Messie, mettons-nous à l'œuvre», suggère Andrée Ferretti dans son livre *Passion d'engagement*.

Au Québec, ce que l'on doit attendre d'un chef ne me semble pas compris. «Il ne reste maintenant plus beaucoup de ces grandes gueules avec ce charisme et cette intelligence», écrit Jocelyne Pigeon, en parlant du célèbre disparu. C'est cette idée de s'en remettre aux autres qui m'achale. Nous nous mettons ainsi dans un état d'attente qui est tout le contraire de la pensée de Bourgault: «Ent' deux joints, tu pourrais t'grouiller l'cul.» Un vrai chef, c'est celui qui mène son peuple en avant, pas celui qui le soumet bêtement à son autorité.

Bourgault lui-même, fort conscient de son pouvoir d'influence, favorisait passionnément la souveraineté de l'individu. C'est d'abord cette liberté qui donnait un sens à tout le reste. En d'autres mots, le chef charismatique n'est pas la solution. «L'indépendance», disait Andrée Ferretti — combien elle a raison —, «il faut d'abord la vouloir.» Ne remettons pas nos «combats à faire» dans les mains de l'autre, fût-il un leader extraordinaire, fût-il un futur Pierre Bourgault. Être fidèle à la pensée de ce dernier, c'est surtout ne pas se mettre en mode d'attente.

Trop souvent, avec cette idée de sauveur de qui on attend le miracle, nous abandonnons notre détermination à aller jusqu'au bout. De René Lévesque à Lucien Bouchard, ce fut notre erreur. C'est là que nous nous sommes affaiblis. Ultime effet de notre dépendance envers un chef charismatique, nous continuons à nous enfoncer dans une histoire que nous refusons d'assumer.

Bref, Bourgault n'est plus, mais notre responsabilité demeure.



Gil Courtemanche

Le temps, le temps...

Junas — Dans cette maison où je passe mes vacances, je me sens envahi par le temps, la durée et la permanence. Une maison de 500 ans, érigée sur des voûtes romaines, une maison dont les planchers sont faits de blocs de pierre qui proviennent de la carrière de Junas, que les Romains exploitaient il y a deux mille ans ou presque. Ce soir, j'irai entendre une chorale d'Argentine dans cette carrière qu'on a transformée en amphithéâtre naturel. Demain, dans les rues du village de 660 habitants, des apprentis tailleurs de pierre, dont trois Canadiens, sculpteront dans une pierre âgée de millions d'années des représentations que seul l'homme, jamais le temps, pourra détruire.

Je suis assis au Café de la Bourse, face à l'entrée qu'on emprunte pour visiter les arènes de Nîmes, construites il y a dix-neuf siècles. Dans quelques jours, Elton John remplacera les gladiateurs et les chrétiens jetés aux lions. Les touristes se dirigent vers une porte sur laquelle une plaque métallique indique: *Entrée de la visite des arènes*. La plaque est ancienne, une centaine d'années peut-être. La peinture est délavée, le graphisme passé de mode. On l'y a laissée non pas par admiration pour la chose, mais parce qu'elle effectue son travail de communication. Elle est vieille mais efficace. En Amérique du Nord, cette plaque aurait été remplacée par une autre commandée à un graphiste, scrutée par un comité et payée le gros prix. On y lirait en lettres magnifiquement contemporaines: *Entrée de la visite des arènes*. Ici, comme sur d'autres continents, on ne change pas pour changer, pour faire plus moderne ou plus in. Chez les Nord-Américains, en particulier aux États-Unis, le changement, le renouvellement permanent, la consommation, somme toute, constituent des traits fondamentaux de la culture. Tout cela indique aussi un rapport différent avec le temps long et continu de l'Histoire.

Je lisais récemment dans un journal américain les résultats d'une enquête sur les habitudes alimentaires des Américains. Je ne parle ni du *fast-food*, ni du problème de l'obésité, mais bien seulement du temps consacré à l'alimentation. Il semblerait que l'on consacre moins de trente minutes aux repas du midi et que le repas du soir se prépare et se consomme aussi rapidement. Pas de temps à perdre, le temps perdu est de l'argent perdu. Vite, il faut passer à une activité utile, comme gagner de l'argent, ou à une activité complètement inutile, comme regarder la télé. Je soupçonne que, dans ce refus de consacrer du temps et aussi du plaisir à l'activité alimentaire, il existe aussi un refus de la réflexion, de la conversation, une fuite vers l'activisme. Car le temps du repas, s'il est passé en solitaire, ne peut-être qu'un moment de réflexion ou de plaisir. Partagé, le repas, s'il prend du temps, devient un moment d'échanges, de paroles et peut-être de confrontation. Il y a, dans cet exemple en apparence anodin, une forme de rapport au temps, le temps qui n'est pas vu comme un ennemi quand il passe.

Dans le village de Junas, les gens qui vivent dans des pierres millénaires, mais aussi avec la télé, la vidéo et le chauffage central, sont inscrits dans le temps. Ils savent que, pour que les pierres de la carrière se transforment en arènes, puis en maisons du Moyen Âge, puis en pavillons modernes, il a fallu du temps, de longs méandres et de pénibles bouleversements. Mais ils sont toujours là, assis sur une sorte de pérennité. Cela donne aussi moins de prétention, diminue le goût du changement pour le changement. De même pour les gens qui prennent le temps de manger, de préparer, de triturer eux-mêmes la nourriture. Ils se donnent des espaces de temps pour autre chose que l'action, pour le partage, la réflexion, la rêverie. Le temps change de valeur, il n'est plus une perte, mais un investissement, pas une faillite, mais une richesse.

Ces divers rapports au temps influencent tout. Ils orientent nos choix de paysages urbains, nos phobies de l'ancien qu'il faut changer en moderne, nos choix de consommation, notre mode de vie et notre manière de voir le monde.

La fracture entre l'Europe et les États-Unis s'inscrit aussi dans ce rapport différent que les uns et les autres entretiennent avec cet être mystérieux qu'est le temps. Pour celui qui vit dans la longueur et qui ne craint pas de perdre une heure, bien peu de situations se transforment en urgences qui requièrent des solutions rapides et immédiates. Il faut prendre le temps. Pour les autres, le moindre nuage à l'horizon, la plus petite tache de rouille sur un écriteau exigent une solution radicale et rapide. C'est ainsi que certains pensent un peu avant de partir en guerre et que d'autres y vont les yeux fermés parce qu'ils n'ont pas de temps à perdre. Généralement, ce sont ceux qui n'avaient pas de temps à perdre qui s'enlisent dans des situations inextricables parce qu'ils n'ont pas pris le temps de prendre leur temps.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Etant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courrier (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jean Corrivé, Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); José Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées); Brian Myles (justice et faits divers); Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement); Benoît Munger (responsable du site Internet); Julie Carpentier (sports); Isabelle Paré (santé); Pauline Gravel (science); Michel Garneau (cartooniste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Duchesne et Christine Dumazet (lecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable); Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (musique), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lacombe (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy, Eric Desrosiers, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Corneille (correspondante parlementaire à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy, Geneviève Otis-Dionne (comptes). La documentation: Gilles Poirier (directeur), Laurence Thériault (directrice adjointe), Marion Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Daniel Bazinet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Collet, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida. INFORMATION ÉCONOMIQUE, YANICK MARTEL (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRAVAUX LINDA THÉRIAULT (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Gisèle Lenard, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haecq (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

SCIENCE

EN BREF

L'enfant à l'œil de poisson

(ASP) — Il existe en Asie du Sud-Est un peuple, les Mokens, dont la vision sous l'eau est deux fois plus précise que celle des Européens. L'explication facile est que ces gens vivent depuis des siècles au bord de la mer et que leur principale activité est la pêche sous-marine: crustacés, palourdes... Mais cela n'explique pas tout: sous l'eau, en effet, la lumière est considérablement réduite et même un œil entraîné — celui d'un plongeur professionnel, par exemple — atteint rapidement ses limites. Des chercheurs suédois qui rapportent leur découverte dans la revue *Current Biology* ne se risquent pas à avancer une explication: ils se contentent de noter qu'un enfant moken peut, sous l'eau, contracter ses pupilles jusqu'à moins de deux millimètres, ce qui entraîne une meilleure réflexion de la lumière sur son œil.

Le sable a le compas dans l'œil

(ASP) — Du sable de Chine, porté par les vents, s'est retrouvé... dans les Alpes françaises! Et il a pris le chemin le plus long: parti du désert de Gobi, dans l'ouest de la Chine, il a traversé l'océan Pacifique, sauté par-dessus l'Amérique et l'Atlantique avant d'aboutir dans les sommets enneigés, soit un périple de 20 000 kilomètres. Ce parcours, qui s'est étalé sur 11 journées de mars 1990, a pu être reconstitué plus tôt cette année par une équipe de climatologues et de géophysiciens examinant les données satellites de l'époque. Ces scientifiques cherchaient à élucider le mystère de ces mystérieuses poussières rouges qui tombent sur les Alpes depuis au moins 20 ans.

L'identité dans l'œil

(ASP) — L'un des éléments clés du projet britannique de carte d'identité obligatoire est l'insertion dans cette carte d'une empreinte physique: par exemple, l'iris de votre œil. L'iris est en effet aussi unique qu'une empreinte digitale, peut-être même plus. Outre que cette suggestion soulève les hauts cris chez les défenseurs de la vie privée, voilà qu'on se rend compte que des gens ne seront pas capables, même si la loi les y oblige, d'utiliser leur iris comme signe de reconnaissance. Parmi eux: les aveugles. L'expérience a en effet démontré que les scanners ont généralement du mal à lire l'iris des gens aveugles ou souffrant de cataractes. Ironiquement, l'un de ces aveugles est le secrétaire à l'habitation David Blunkett... qui était, au sein du gouvernement britannique, l'un des promoteurs du projet de «carte d'identité à l'iris».

Un œil sur la Lune

(ASP) — Depuis 1980, un entrepreneur audacieux, Dennis Hope, vend des terrains sur la Lune. Pour la modique somme de 19,95 \$ l'acre, vous pouvez ainsi vous payer un petit coin bien à vous, histoire d'y construire un jour, qui sait, une résidence secondaire dans un endroit où les jours durent... 14 jours. Frais d'envoi (10 \$) et taxe lunaire (1,51 \$) non compris. Le traité international de 1967, signé entre autres par les Etats-Unis et l'Union soviétique, qui interdit à toute nation de réclamer un droit de propriété sur la Lune ou sur toute planète, n'ébranle pas Dennis Hope, qui affirme que les compagnies privées ne sont pas concernées. Le site Internet de sa compagnie, Lunar Embassy, pousse même l'audace jusqu'à fournir une carte de la Lune qui indique les lots déjà vendus. Si vous voulez plus exotique, vous pouvez aussi, depuis peu, acheter des terrains sur Mars, sur Vénus (température moyenne: 400 degrés Celsius!) ou sur Io, la lune volcanique de Jupiter. Mais, outre que tout cela relève de l'arnaque la plus pure, voilà que Lunar Embassy a de la concurrence: une autre compagnie, Planetary Investments, vend désormais elle aussi des terrains lunaires... et ça marche, à en croire son propre site Internet: un million de personnes «posséderaient» déjà 300 millions d'acres grisâtres. Dont des terrains déjà «vendus» par la compagnie rivale. Est-on en train de préparer la guerre de clôtures du XXI^e siècle?

La soucoupe volante de Bagdad

(ASP) — La guerre en Irak a été déclarée non pas à cause du pétrole ou des armes de destruction massive mais à cause d'un engin extraterrestre naufragé dans le désert irakien en 1998. C'est du moins ce que veut une rumeur, à laquelle croient dur comme fer de nombreux amateurs d'E.T. et de théories du complot. Le vilain Saddam Hussein aurait voulu s'approprier la technologie extra-terrestre pour lui seul, mais de bons Américains auraient vu clair dans son jeu et auraient déclenché la guerre à temps. Même George W. Bush ne serait pas au courant de cette histoire, proclame le cercle d'OVNI-ologues néo-zélandais. Heureusement que l'Agence Science-Presse est là pour vous tenir au courant...

Jeux interdits

(ASP) — Saviez-vous que l'acte sexuel avait failli devenir illégal en Australie? Rassurez-vous, ce n'est pas parce que ce pays est devenu radicalement puritain. C'est plutôt que le rédacteur d'un projet de loi sur la recherche scientifique sur les embryons humains avait décidé d'inclure, parmi les choses qui seront désormais illégales, «les relations sexuelles hétérosexuelles, si l'intention n'est pas la procréation». La phrase a été supprimée avant que le texte ne soit présenté au Parlement...

Top secret?

(ASP) — Un pirate informatique s'est introduit, par Internet, dans des fichiers secrets de la NASA, l'agence spatiale américaine. Et y a «emprunté» rien de moins que les plans d'une partie du véhicule spatial censé succéder à la navette dans les années 2010. Le larcin révèle que les dossiers sécuritaires ne sont pas autant qu'on le prétend. Mais le pirate était davantage désireux de faire parler de lui que de vendre les plans à une puissance étrangère: il a envoyé par courriel à un journaliste du magazine *Computerworld* un fichier de 43 megs contenant une partie des documents secrets, et le journaliste s'est empressé de dévoiler la nouvelle. Sauf qu'à l'heure où de plus en plus de pays et de compagnies privées veulent s'accaparer une part du marché du lancement de satellites, il y a beaucoup de gens qui seraient prêts à payer très cher pour pouvoir accéder à de telles informations «secrètes».

GÉNÉTIQUE

Ces souris qui ne sourient plus

Une nouvelle race a été créée pour observer la dépression

«Une souris verte, qui courait dans l'herbe...» Des messieurs du CNRS (Unité de neuropsychopharmacologie expérimentale de Rouen) l'ont bien attrapée par la queue, l'ont bien trempée dans l'eau, mais, au lieu d'un escargot tout chaud, ont obtenu une lignée de souris complètement déprimées. Passives, résignées, apathiques, ces souris constituent pourtant une réussite pour les chercheurs, qui ont ainsi créé le premier modèle génétique de dépression chez le petit mammifère.

MATHIEU RAVAUD
LIBÉRATION

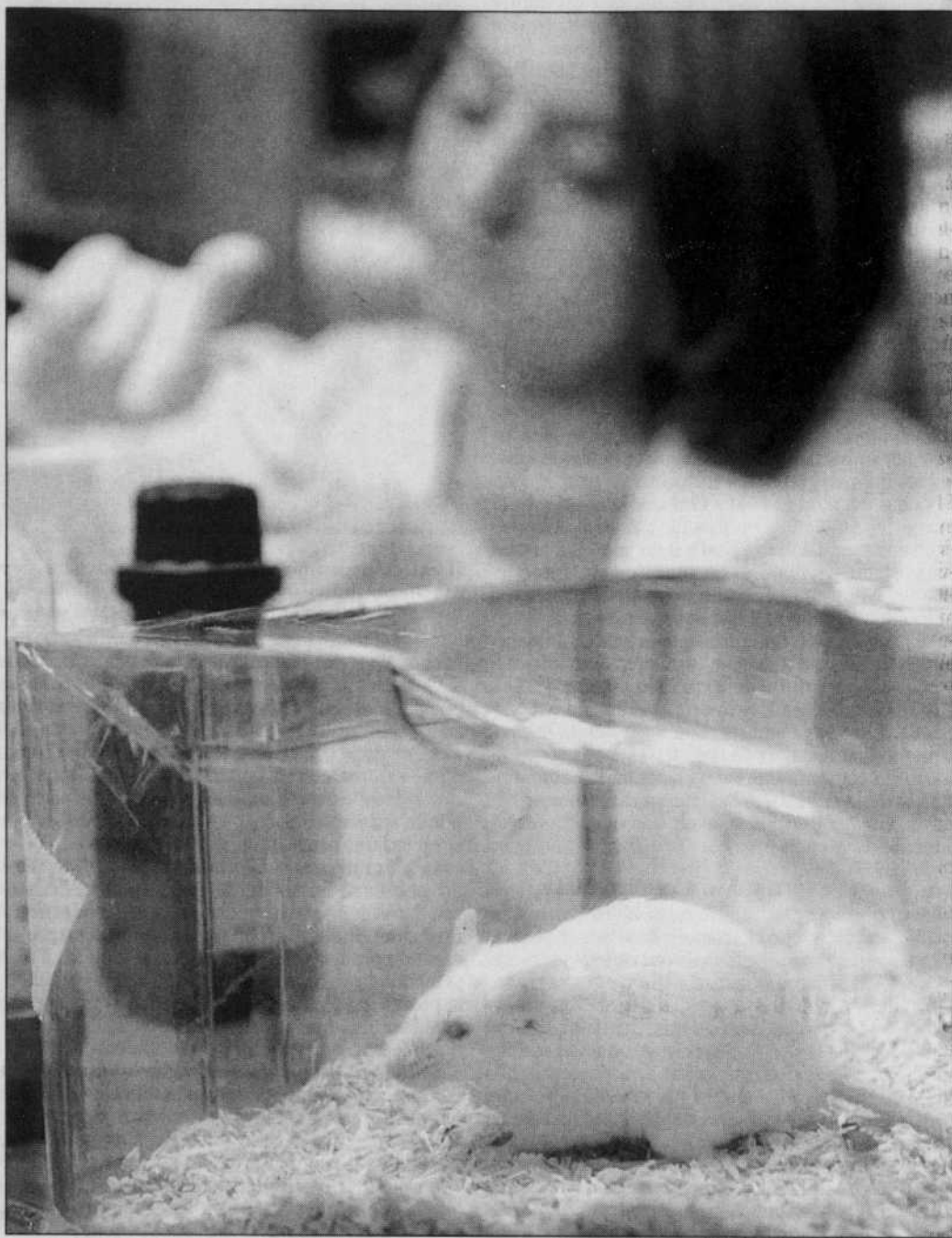
Présentant une pathologie comparable à la dépression humaine, ces petits rongeurs permettront peut-être de mieux comprendre la maladie qui deviendra en 2020, selon l'Organisation mondiale de la santé, la deuxième cause de maladies et de handicaps dans le monde. Ces travaux présagent l'apparition de nouveaux traitements plus efficaces.

«La peur ou le besoin font tous les mouvements de la souris», écrivait Buffon. Mais ces deux motivations ne suffisent même plus aux souris dépressives Rouen, du nom de leur ville natale. Comment les chercheurs ont-ils obtenu de tels spécimens? Tout simplement en faisant s'accoupler les souris les plus résignées de nature, détectées à l'aide de deux expériences qu'on croirait inspirées de la comptine pour enfants.

Les chercheurs font s'accoupler les souris les plus résignées, détectées à partir de deux expériences qu'on croirait inspirées d'une comptine.

La première consiste à suspendre l'animal par la queue à un crochet qui permet de mesurer leur agitation, ou plutôt leur immobilité, pendant six minutes. Les rongeurs volontaires, ceux qui tentent de se redresser, sont retirés de l'expérience. Seconde étape, l'épreuve du bain. La souris est placée dans un cylindre vertical rempli d'eau. Là encore, leur réaction est observée pendant six minutes. L'animal déprimé ne déploie que les efforts minimaux pour maintenir sa tête hors de l'eau. Démasquées, les souris résignées sont alors invitées à se reproduire entre elles.

La nouvelle génération subira une sélection identique, et ainsi de suite. Résultat? A la douzième génération, les rejets sont tous de type déprimé. Parents dépressifs, ne culpabilisez pas pour autant, vos enfants ne seront pas fatalement victimes de dépression: «Gare aux amalgames, prévient Bruno Giros, directeur de l'unité de recherche Neurobiologie et psychiatrie de l'INSERM. On ne peut pas dire que cette maladie soit héréditaire. Certaines personnes vont la développer sans antécédent familial alors que d'autres, issues d'une famille où les cas dépressifs sont nombreux, n'en seront jamais atteintes. Pour le moment, on



ALESSIA PIERDOMENICO REUTERS

peut juste parler d'une sorte de prédisposition, dans un sens comme dans l'autre. Mais, a priori, l'environnement de l'individu a également beaucoup d'influence sur l'apparition de la maladie.»

Prozac

Si les chemins qui mènent une souris et un être humain à la dépression sont bien différents, les maux dont ils souffrent sont comparables. «A l'instar d'un patient dépressif, la souris dépressive Rouen souffre d'anhédonie, à savoir d'une perte de sa capacité à éprouver du plaisir, comme le prouve la diminution de sa consommation de solution sucrée, explique Jean-Marie Vaugeois, l'un des heureux papas. De même que ce patient voit son taux de cortisol augmenter, le rongeur présente un taux de corticostérone, son hormone équivalente, plus élevé. Par ailleurs, les souris résignées sont également victimes des troubles du sommeil caractéristiques de la dépression chez l'homme.»

Autre point commun: les chercheurs ont constaté une inhibition de l'activité électrique des neurones à sérotonine, un neurotransmetteur également impliqué chez l'homme. Enfin, toutes ces perturbations qui affectent la souris sont atténuées par l'administration de divers an-

tidépresseurs, comme la fluoxétine, la molécule du Prozac. Bref, les ressemblances semblent difficilement discutables.

Gènes et traitements

La genèse de cette lignée de souris ouvre des voies intéressantes dans l'étude de la dépression humaine. D'une part, elle pourrait accélérer la détermination d'éventuels gènes influençant la susceptibilité à cette maladie. D'autre part, les mécanismes neurophysiologiques et neurochimiques des antidépresseurs seront mieux connus, ce qui pourrait aboutir à la sélection de nouveaux traitements plus ciblés et plus rapides.

Jusqu'ici, les recherches se heurtaient au manque de précision des tests: «Expérimenter un médicament sur des animaux non caractérisés reviendrait à administrer un antidépresseur à la population entière pour en mesurer les effets», explique Jean-Marie Vaugeois. Ces travaux pourraient donc bien contribuer à endiguer ce que beaucoup nomment la maladie du siècle. De quoi remonter un peu le moral des petits rongeurs et faire en sorte que l'histoire se termine aussi bien que la comptine.

BIOLOGIE

Découverte de la première phéromone alimentaire

Sourd et aveugle, le lapereau a du nez pour le lait

CORINNE BENSIMON
LIBÉRATION

Pas facile d'être un bébé lapin. On naît sourd, aveugle, et en compétition avec une douzaine d'alter ego en quête du mamelon vital de la mère lapine nourricière. Laquelle, pour comble, brille par son absence, offrant ses prestations maternelles avec une rigoureuse parcimonie, soit 0,35% de son temps.

Le guichet tétée des lapereaux est ouvert une fois par jour, durant quatre à cinq minutes, et rideau. Mère lapin disparaît, littéralement hors de portée. Mort garantie pour qui rate deux fois le passage de la laitière. Et pourtant, le petit *Oryctolagus cuniculus* (lapin, en latin) s'en sort, généralement. La mère approche, il plonge sa tête minuscule dans l'immense fourrure et trouve, en trois secondes, le téton. Par quel miracle? Comment le néolapereau, qui n'entend ni ne voit, réussit-il à saisir le fugace objet de son désir? Une équipe

de biologistes de Dijon conduite par Benoît Schaal (CNRS) répond dans la revue britannique *Nature*: le lait qui s'écoule du mamelon de la lapine émet une molécule volatile que perçoit tout jeune lapin et qui l'attire irrésistiblement droit au but.

Cette molécule n'est pas une simple odeur de lait, comme il en a été identifié chez l'homme. C'est un message moléculaire: une phéromone, terme définissant toute substance volatile qui induit systématiquement un comportement sans apprentissage préalable. Des phéromones sexuelles ont été isolées chez les animaux, du mouton au papillon. Mais «c'est la première fois qu'une phéromone alimentaire est découverte chez un mammifère», constate Gérard Coureaud, cosignataire de cette recherche.

2MB2, pour «2-méthylbut-2-enal». Tel est le nom de cette substance que les chercheurs ont réussi à isoler, caractériser et associer à une réaction réflexe du sujet récepteur. Spécialistes de la re-

cherche sur le goût, ils ont passé au crible les 150 composés volatiles du lait de lapine. Un seul composant a eu le pouvoir de faire réagir 90% des bébés lapins, quelle que soit leur race. Fait significatif: alors que le lait de lapine conservé une heure à température ambiante perd de son attrait, son analyse a montré une baisse proportionnelle de son 2MB2. Si on lui rajoute de cette molécule, il retrouve son pouvoir. CQFD.

Cette découverte aura peut-être une application dans les cages à lapins: «La molécule, autour de laquelle nous avons déposé un brevet, dit Gérard Coureaud, pourrait peut-être aider à optimiser la tétée et réduire la mortalité néonatale qui atteint parfois 10% en élevage.» Mais elle ouvre bien d'autres horizons, plus fondamentaux.

Du côté de la neurobiologie, notamment, puisqu'il va être possible d'explorer, pour la première fois chez le mammifère, le rapport entre la réception d'une molécule odorante bien identifiée et le déclenchement

d'un réflexe neuromoteur poussant à s'alimenter.

Un tel processus phéromonal est-il à l'œuvre chez d'autres espèces, notamment chez l'homme? Le lapin est peut-être un cas. Les chercheurs ont montré que sa phéromone mammaire n'agit ni sur le raton, ni sur le chaton ou le petit lièvre. Et puis, la lapine est une mère si hors norme. «Le lapin fait partie des espèces nidicoles dont les jeunes restent dans le nid sous le contrôle de la mère faute de pouvoir s'alimenter seuls, explique Gérard Coureaud. Mais la mère lapin est la seule qui passe si peu de temps auprès de ses petits.» Pourquoi cet absentéisme parental? «L'hypothèse la plus consensuelle est que cet animal ayant de très nombreux prédateurs, un comportement maternel favorable à la protection de la descendance a été naturellement sélectionné: en se tenant à l'écart de ses petits, la mère lapine évite d'attirer les prédateurs vers le nid.» La lapine serait donc bonne mère parce qu'elle est fugace.